

UMGP

Rapport sur la solvabilité et la situation financière

Exercice 2022

Le présent rapport a pour objet la meilleure information de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution sur la situation organisationnelle, stratégique, financière et prudentielle de l'UMGP, ci-après aussi nommée « l'Union » ou « UMGP ».

Les éléments ici rapportés sont exacts et établis de bonne foi.

Table des matières

| | |
|--|----|
| Introduction | 4 |
| Synthèse du rapport | 4 |
| A. Activité et résultats | 9 |
| A.1. Activité | 9 |
| A.2. Résultats de souscription | 12 |
| A.3. Résultats des investissements | 14 |
| A.4. Résultats des autres activités | 15 |
| A.5. Autres informations..... | 16 |
| B. Système de gouvernance | 17 |
| B.1. Informations générales sur le système de gouvernance | 17 |
| B.2. Exigences de compétence et d'honorabilité | 23 |
| B.3. Système de gestion des risques, y compris ORSA | 24 |
| B.4. Système de contrôle interne | 29 |
| B.5. Fonction d'audit interne | 31 |
| B.6. Fonction actuarielle | 32 |
| B.7. Sous-traitance | 32 |
| B.8. Autres informations..... | 33 |
| C. Profil de risque..... | 34 |
| C.1. Risque de souscription | 34 |
| C.2. Risque de marché..... | 35 |
| C.3. Risque de crédit..... | 36 |
| C.4. Risque de liquidité..... | 37 |
| C.5. Risque opérationnel..... | 38 |
| C.6. Autres risques importants..... | 40 |
| C.7. Autres informations..... | 40 |
| D. Valorisation à des fins de solvabilité..... | 41 |
| D.1. Actifs..... | 41 |
| D.2. Provisions techniques..... | 43 |
| D.3. Autres passifs..... | 44 |
| D.4. Méthodes de valorisation alternatives..... | 44 |
| D.5. Autres informations..... | 45 |
| E. Gestion du capital | 46 |
| E.1. Fonds propres | 46 |
| E.2. Capital de solvabilité requis et minimum de capital requis..... | 48 |

| | |
|---|----|
| E.3. Utilisation du sous-module « risque sur actions » fondé sur la durée dans le calcul du capital de solvabilité requis | 49 |
| E.4. Différences entre la formule standard et tout modèle interne utilisé..... | 49 |
| E.5. Non-respect du minimum de capital requis et non-respect du capital de solvabilité requis | 49 |
| E.6. Autres informations..... | 49 |

Introduction

Le présent document constitue le Rapport sur la solvabilité et la situation financière (ou SFCR) de l'UMGP.

Ce document vise à présenter au public les données publiées par l'organisme et à expliquer de manière détaillée son système de gouvernance. A cet effet, ce rapport décrit l'activité de l'organisme, son système de gouvernance, son profil de risque, et donne des informations sur les méthodes de valorisation utilisées ainsi que des précisions sur la gestion des fonds propres. Le cas échéant, il présente et explique également les changements importants survenus par rapport à l'exercice précédent.

Le rapport SFCR a été approuvé par le Conseil d'Administration de l'UMGP en date du 5 avril 2023.

Synthèse du rapport

Activité :

L'UMGP est une Union régie par les dispositions du livre II du code de la mutualité. Elle est agréée pour pratiquer les branches 1 (accident) et 2 (maladie) et 21 (nuptialité-natalité) du Code de la Mutualité. Elle est immatriculée sous le numéro 316 730 662.

Une convention de substitution la lie aux mutuelles substituées SMGP et SMERAG.

Elle forme, avec ses mutuelles substituées et la SMEREP, un groupe prudentiel.

Elle agit également en tant que pure union de moyens pour son autre membre la Mutuelle des étudiants de Provence (MEP).

Système de gouvernance :

La gouvernance de la mutuelle repose sur :

- Les administrateurs qui portent la responsabilité de :
 - La définition, quantification des moyens alloués à la stratégie et à ses résultats ;
 - La validation des politiques écrites.

Ils interviennent tout au long du processus d'Evaluation Interne des Risques et de la Solvabilité (ou ORSA) et dans la maîtrise des risques.

- Les Dirigeants Effectifs (Président et Dirigeant Opérationnel) :

Le Président détermine la stratégie avec les membres du Conseil d'Administration et le Dirigeant Opérationnel la met en œuvre.

- Les Responsables de Fonction-Clé (RFC) :

Les RFC participent au pilotage et à la surveillance de l'activité, sur leurs champs d'action spécifiques. Ceux-ci ont défini des programmes de travail (plan de contrôle, plan d'audit interne) sur la base de la cartographie des risques établie par l'UMGP.

Cette gouvernance repose sur le respect de principes essentiels :

- Le principe des quatre yeux : toute décision significative est au moins validée par deux personnes (en l'occurrence le président et le dirigeant opérationnel) ;
- La gestion saine et prudente de ses actifs : les dirigeants effectifs de l'UMGP veillent à intégrer les administrateurs (au sein du Conseil d'Administration et potentiellement de comités) et les Responsables Fonctions-Clés dans le processus décisionnel ;
- Le principe de la personne prudente : la mutuelle appréhende spécifiquement les risques liés aux investissements et ceux-ci sont réalisés dans le meilleur intérêt des adhérents ;
- La protection de la clientèle à travers le suivi des réclamations, la protection des données confidentielles (RIB, secret médical ...).

Dans le présent rapport, les résultats N-1 correspondront donc aux résultats issus de l'évaluation au 31/12/2021.

Profil de risque :

Pour l'exercice 2022, l'Union présente les indicateurs de référence suivants :

| | 2021 | 2022 | Evolution en % |
|-----------------------------|--------------|--------------|----------------|
| Cotisations nettes de taxes | 813 795 € | 626 777 € | -22,98% |
| Marge brute | 401 456 € | 343 849 € | -14,35% |
| Résultat de souscription | -115 760 € | 135 822 € | 217,33% |
| Résultat financier | 235 725 € | 80 929 € | -65,67% |
| Résultat net | 97 146 € | 205 568 € | 111,61% |
| Fonds propres Solvabilité 2 | 10 906 617 € | 10 501 213 € | 2,4% |
| Ratio de couverture du SCR | 608% | 574% | (- 34 points) |
| Ratio de couverture du MCR | 295% | 263% | (- 32 points) |

L'exercice 2022 a été marqué par les faits suivants :

Poursuite du processus de liquidation de la SMERAG

La SMERAG, en tant que mutuelle étudiante, a géré le Régime étudiant de Sécurité sociale (RESS) sur la zone Antilles-Guyane jusqu'au 31 août 2019. Cette gestion déléguée représentait plus de 90 % des ressources de la mutuelle. La fin du RESS a donc eu des conséquences très lourdes en termes de résultats.

Devant l'absence de perspectives et le niveau important des investissements qu'aurait requis son développement, l'Assemblée Générale de la SMERAG a décidé le 14 décembre 2020 d'ouvrir une procédure de liquidation.

Cette procédure n'a toutefois pas été achevée, dans l'attente du dénouement judiciaire consécutif aux différends qui opposent la SMERAG à la CNAM et à l'Etat français.

Absorption de la MCF par la SMEREP

Le rapprochement amorcé en 2018 entre la MEP-MIS et l'UMGP, ses mutuelles substituées et la SMEREP a été structurant. Il s'est concrétisé par l'élaboration et le déploiement d'une stratégie commerciale commune autour de la marque HEYME portée par le cabinet de courtage captif LUTECEA ainsi que par la mise en commun des moyens techniques et humains fournis par l'UMGP.

Plusieurs mutuelles membres de l'UMGP ont par la suite décidé d'accélérer cette mutualisation.

Ainsi, la SMEREP et la MCF se sont accordées et engagées dans un projet de rapprochement fort destiné à rationaliser l'organisation, à concentrer l'activité assurantielle du Groupe UMGP sur la SMEREP et faire à termes de l'UMGP une pure union de moyens.

Cette volonté s'est ainsi traduite par le transfert par voie de fusion-absorption du portefeuille d'opérations avec les droits et obligations qui s'y rattachent, de la MCF par la SMEREP.

Cette fusion-absorption a été approuvée par l'ACPR le 20 décembre le 2022 et a pris effet rétroactivement à le 01/01/2022.

Absorption par la MEP de la MIS et de la MIAIHM

Le rapprochement amorcé en 2018 entre la MEP-MIS et l'UMGP, ses mutuelles substituées et la SMEREP a été structurant. Il s'est concrétisé par l'élaboration et le déploiement d'une stratégie commerciale commune autour de la marque HEYME portée par le cabinet de courtage captif LUTECEA ainsi que par la mise en commun des moyens techniques et humains fournis par l'UMGP.

Cette dynamique de mutualisation a convaincu la Mutuelle des internes et anciens internes des hôpitaux de Marseille (MIAIHM) qui a adhéré à l'UMGP en 2021.

Plusieurs mutuelles membres de l'UMGP ont par la suite décidé d'accélérer cette mutualisation

Ainsi, la MEP, la MIS et la MIAIHM se sont accordées et engagées dans un projet de rapprochement fort qui a abouti au transfert par voie de fusion-absorption du portefeuille d'opérations avec les droits et obligations qui s'y rattachent, de la MIS et de la MIAIHM par la MEP.

Cette fusion-absorption a été approuvée par l'ACPR le 20 décembre le 2022 et a pris effet rétroactivement à le 01/01/2022.

Substitution de la SMGP par la SMEREP

Afin de mener à bien la volonté de rationaliser l'organisation prudentielle et institutionnelle, concentrer l'activité assurantielle du Groupe UMGP sur la SMEREP et de Positionner l'UMGP en une pure union de moyens, il a été procédé à la résiliation de la convention de substitution entre l'UMGP et la SMGP et à l'adoption d'une nouvelle convention de substitution conclue entre la SMEREP et la SMGP qui a pris effet le 01/01/2023.

Portage du risque sur la production nouvelle de la gamme expatriation courte durée par la SMEREP

Pour des raisons stratégiques la MIS a souhaité réduire ses investissements sur le développement de la HEYME « santé à l'international » par la SAS LUTECEA. La SMEREP a saisi l'opportunité d'accélérer son développement et a décidé de couvrir ce risque et de prendre à sa charge les frais

d'acquisition et de gestion y afférents. La distribution de cette gamme a débuté le 1er septembre 2022.

Pilotage rapproché de la marge technique dégagée par la gamme HEYME « jeunes »

Le suivi technique rapproché de la gamme HEYME « jeunes » précédemment mentionné a permis à la SMEREP de constater un retour à un niveau de marge satisfaisant plus rapide qu'escompté. Cette dernière a ainsi procédé en août 2022 à une baisse tarifaire sur certaines tranches d'âge afin d'améliorer la compétitivité de l'offre tout en préservant le niveau de marge souhaité.

Demande et obtention du passeport européen pour opérer en Italie dans le cadre de la Libre Prestation de Service (LPS)

Conformément à la volonté exprimée par la gouvernance des mutuelles membres de l'UMGP de distribuer dans certains pays de l'UE l'offre mobilité étudiante, la SMEREP a déposé et obtenu (juillet 2022) le passeport pour opérer en Italie dans le cadre de la Libre Prestation de Service (LPS). A date la distribution des offres n'a pas débuté.

Recours judiciaires contre la CNAM et l'Etat français

Les mutuelles ont porté leur différends avec la CNAM et l'Etat devant la justice.

Contre l'Etat :

- Trois requêtes référé expertise auprès du Tribunal Administratif de Paris ont été diligentées.

Par trois ordonnances d'octobre 2021, les demandes d'expertise ont été rejetées. Les Mutuelles ont interjeté appel.

Par trois ordonnances de décembre 2021, le Président de la Cour Administrative d'Appel de Paris a confirmé les trois ordonnances du Tribunal Administratif de Paris en ce qu'elles avaient refusé les expertises sollicitées.

Trois requêtes indemnitaires (au fond) ont été diligentées par-devant le Tribunal Administratif de Paris.

Contre la CNAM :

- Trois procédures référé provision diligentées par-devant le Tribunal Administratif de Paris ont été diligentées.

Par trois ordonnances de février 2022, les demandes d'expertise ont été rejetées. Les Mutuelles ont interjeté appel.

Déménagement du 28 rue Fortuny (Paris) au 25 rue Trébois (Levallois-Perret)

Le déménagement des locaux situés rue Fortuny qui abritent le Siège de l'UMGP et de la SMEREP a été effectué à la fin de l'année 2022. Les nouveaux locaux situés rue Trébois à Levallois-Perret devraient, si les Assemblées Générales le décident, devenir le nouveau Siège social des mutuelles parisiennes.

Nomination par le Conseil d'Administration de deux nouveaux Responsables Fonction Clé (RFC) : gestion des risques et actuariats

Les conseils d'administration des mutuelles membres de l'UMGP ont nommé deux nouveaux RFC respectivement en charges de l'actuariat et de de la gestion des risques.

Crise ukrainienne

Les opérations militaires en Ukraine entamées le 24 février 2022 et les conséquences induites par les sanctions prises à l'égard de la Russie par de nombreux Etats sont sans incidence sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2022.

Evénements marquants survenus postérieurement à la clôture de l'exercice 2022

Location du 28 rue Fortuny à Paris

Le local situé rue Fortuny a été intégralement réaménagé afin de maximiser le revenu locatif qu'il va générer suite à sa location (à compter du 15 mars 2023).

Recours judiciaires contre la CNAM et l'Etat français

Contre la CNAM :

Par ordonnances de février 2023, le Président de la Cour Administrative d'Appel de Paris a confirmé les trois ordonnances du Tribunal Administratif de Paris en ce qu'elles avaient refusé le versement des provisions sollicitées.

Les mutuelles ont formé un pourvoi en cassation par-devant le Conseil d'état en mars 2023.

A. Activité et résultats

A.1. Activité

A.1.1. Description de l'activité

L'UMGP est une Union de mutuelles régie par les dispositions du livre II du code de la mutualité. Elle est agréée pour pratiquer les branches 1 (accident) et 2 (maladie) et 21 (assurance-épargne) du Code de la Mutualité (article R211-2).

Elle est inscrite au SIREN sous le numéro 316 730 662. Son identifiant d'identité juridique (LEI) est le 969500CXU3PHJSBAQO36.

L'Union, en application de l'article L612-2 du code monétaire et financier, est soumise au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) située 4 Place de Budapest CS 92459, 75436 Paris.

L'Union a donné mandat pour la certification de ses comptes annuels à M Patrice SEJNERA du Cabinet Audita, situé à Marseille et M. Guy CASTINEL du cabinet ODYCE NEXIA en qualité de co-commissaire aux comptes.

L'UMGP et ses mutuelles substituées SMGP et SMERAG constituent avec la SMEREP un groupe prudentiel soumis à Solvabilité II désigné par « Groupe UMGP ».

L'UMGP en tant qu'Union de moyens assure la gestion pour le compte de ses mutuelles membres et ce dans le cadre d'une convention de gestion.

La SMGP mutuelle substituée de l'UMGP distribue ses produits en direct ou par l'intermédiaire de courtiers captif ou non ou de mandataires.

La Mutuelle des Etudiant de Provence (MEP) est l'unique mutuelle adhérente de l'UMGP en tant que pure union de moyens.

Sur l'exercice écoulé, les effectifs de bénéficiaires par garantie ont été les suivants (cf. Rapport de Gestion 2022) :

| Bénéficiaires | Variation N /N-1 | déc-22 | déc-21 | déc-20 | déc-19 | sept-19 |
|-----------------------------------|------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Confort | -12% | 484 | 549 | 718 | 881 | 889 |
| Harmonie | -6% | 175 | 187 | 246 | 273 | 277 |
| Plénitude | - | 0 | 0 | 0 | 3 | 3 |
| Sécurité | -9% | 329 | 361 | 490 | 663 | 674 |
| Sésame | - | | | | 17 | 17 |
| Freelance | 110% | 206 | 98 | | | |
| Sous-total SMGP | 0% | 1 194 | 1 195 | 1 454 | 1 837 | 1 860 |
| Minimale | - | 0 | 0 | 13 | 40 | 61 |
| Fondamentale | - | 0 | 0 | 19 | 46 | 65 |
| Totale | - | 0 | 0 | 0 | 3 | 6 |
| Sous-total SMERAG | - | 0 | 0 | 32 | 89 | 132 |
| Sécurité | -100% | | 12 | 13 | 16 | 18 |
| Confort | -100% | | 24 | 39 | 49 | 52 |
| Harmonie | -100% | | 106 | 146 | 166 | 180 |
| Topaze | - | | | | 6 | 9 |
| Agate | - | | | | 1 | 2 |
| Grenat | - | | | | 2 | 3 |
| IWIF | -100% | | 34 | 24 | | |
| Sous-total MCF | -100% | 0 | 176 | 222 | 240 | 264 |
| Total Complémentaire Santé | -13% | 1 194 | 1 371 | 1 708 | 2 166 | 2 256 |
| Bénéficiaires | Variation N /N-1 | | déc-21 | déc-20 | déc-19 | déc-19 |
| Pack étudiant Smerag | -100% | | 6 | 18 | 19 | 32 |
| Pack SMGP Accident | 24% | 42 | 34 | 25 | 10 | 9 |
| Pack SMGP Prevoyance | -8% | 12 | 13 | | | |
| Pack MCF Snowpack | -100% | | 144 | 9 | 13 | 7 |
| Pack MCF Famille | -100% | | 14 | | | |
| Total Pack | -74% | 54 | 211 | 52 | 42 | 48 |

Au 31/12/2022, le résultat de la mutuelle se décompose ainsi :

| D. Compte de résultat technique des opérations non vie | Opérations brutes 31/12/2022 | Substitutions - Cessions et rétrocessions | Opérations nettes 31/12/2022 | Opérations nettes 31/12/2021 |
|--|---------------------------------|--|---------------------------------|---------------------------------|
| 1 Cotisations acquises : | 626 777 | - | 626 777 | 813 795 |
| 1a Cotisations | 635 284 | - | 635 284 | 835 530 |
| 1b Variation des primes non acquises | 8 507 | - | 8 507 | 21 735 |
| 2 Produits des placements alloués du compte non technique | 1 567 | - | 1 567 | 2 494 |
| 3 Autres produits techniques | 3 932 466 | - | 3 932 466 | 4 498 370 |
| 4 Charges des sinistres : | 282 928 | - | 282 928 | 412 339 |
| 4a Prestations et frais payés | 321 017 | - | 321 017 | 433 167 |
| 4b Charges des provisions pour sinistres | 38 089 | - | 38 089 | 20 828 |
| 5 Charges des autres provisions techniques | - | - | - | - |
| 6 Participation aux résultats | - | - | - | - |
| 7 Frais d'acquisition et d'administration: | 119 200 | - | 119 200 | 211 496 |
| 7a Frais d'acquisition | 58 662 | - | 58 662 | 162 684 |
| 7b Frais d'administration | 28 774 | - | 28 774 | 48 813 |
| 7c Commissions reçues des réassureurs | 31 764 | - | 31 764 | - |
| 8 Autres charges techniques | 4 021 293 | - | 4 021 293 | 4 804 089 |
| 9 Charge de la provision pour égalisation | - | - | - | - |
| RESULTAT TECHNIQUE DES OPERATIONS NON VIE | 137 389 | - | 137 389 | 113 266 |

A.2. Résultats de souscription

A.2.1. Les résultats 2022

A.2.1.1. Evolution des P/C

Les mutuelles substituées ont remonté dans la substituante, en l'espèce l'UMGP, 627 K€ de cotisations santé nettes et 283 K€ de charges de prestations. Le ratio prestations sur cotisations (P/C) s'élève à 45,1% en santé, ce ratio étant en diminution de 5.6 points par rapport à l'exercice précédent (50.7%).

| | | 2021 | 2022 |
|----------------|------------------------|-----------|-----------|
| Activité santé | Cotisations nettes | 813 795 € | 626 777 € |
| | Charge des prestations | 412 339 € | 282 928 € |
| | P/C | 50.7% | 45.14% |

L'Union réalise une analyse de son portefeuille semestriellement et révisé le cas échéant son niveau de cotisations. Les indexations permettent aux mutuelles de faire face à l'évolution des dépenses de santé et éventuellement aux dérives du risque. De ce fait, elle ne comptabilise pas de provision pour risques croissants (PRC).

A.2.1.2. Synthèse de l'activité

Résultat de souscription santé de l'UMGP :

| Ligne d'activité | Cotisations brutes acquises | Charge de sinistralité et Dépenses | Impact de la réassurance | Autres éléments | Résultat de souscription | |
|------------------|-----------------------------|------------------------------------|--------------------------|-----------------|--------------------------|------------|
| | | | | | 2022 | 2021 |
| Santé | 626 777 € | 282 928 € | 0 € | 206 460 € | 137 389 € | -113 266 € |

Les « autres éléments » présentés dans ce tableau sont constitués des frais d'acquisition, d'administration et des autres charges techniques nettes des autres produits techniques.

Il faut noter que les frais sont en sensible diminution en 2022 du fait de la poursuite du plan d'économie mis en œuvre fin 2020 et dont les résultats se sont fait ressentir au cours des exercices 2021 et 2022.

A.2.2. Comparaison avec l'ORSA 2022

Le rapport ORSA relatif à l'exercice 2022 présentait des projections d'activité à partir des comptes clos au 31/12/2021 et les résultats intermédiaires au 30 juin 2022. Il est donc intéressant de comparer la réalisation 2022 à l'estimation réalisée pour ce même exercice.

| | Réalisé 2022 | Estimé ORSA |
|--|------------------|----------------|
| D1 Cotisations acquises | 626 777 € | 611 805 € |
| D2 Produits des placements alloués du compte non technique | 1 567 € | |
| D3 Autres produits techniques | 3 932 466 € | 3 337 939 € |
| D4 Charge des prestations | 282 928 € | 264 844 € |
| D6 Participation aux résultats | 0 € | 0 € |
| D7 Frais d'acquisition et d'administration | 119 200 € | 164 837 € |
| D8 Autres charges techniques | 4 021 293 € | 3 518 154 € |
| Résultat technique des opérations Non-Vie | 137 389 € | 1 909 € |

Le résultat technique 2022 est en légère amélioration par rapport aux données prévisionnelles de l'ORSA.

- Le niveau des cotisations 2022 (correspondant exclusivement aux cotisations de la mutuelle SMGP) est globalement en phase avec les cotisations projetées dans le cadre de l'ORSA ;
- Le taux de P/C constaté au titre de l'exercice 2022 s'élève à 45.14%, contre 43.3% prévu dans l'ORSA soit une dégradation de 1.8 points ;
- Les autres charges techniques nettes des autres produits techniques s'élèvent à 208K€ contre 346K€ dans les projections ORSA. Cet écart est principalement lié à l'absence de prise en compte du résultat de la succursale d'un montant de 149K€ dans le prévisionnel ORSA

A.2.3. Projection sur cinq ans et hypothèses retenues

Il convient de noter que la stratégie menée par le Conseil d'administration de l'UMGP est de transformer l'UMGP en Union de mutuelles régie par le Livre Ier du code de la Mutualité. L'UMGP ne réalisera donc plus d'opérations d'assurance à partir du 1^{er} janvier 2023. Il a donc été choisi de présenter la solvabilité de l'UMGP selon le scénario souhaité par les dirigeants opérationnels du groupe :

- Fusion de la MCF avec la SMEREP ;
- Substitution de la SMGP à la SMEREP.

De ce fait, la solvabilité de l'Union est projetée seulement à un an et dans un scénario central.

L'activité d'assurance de l'UMGP ne tient compte que des produits de la SMGP à l'inventaire 2022. Le prévisionnel avancé dans l'ORSA se présente comme suit :

| UMGP - (en K€) | 2021 | 2022 |
|---------------------------------|-------------|------------|
| Cotisations acquises | 814 | 612 |
| Charge de prestations | -412 | -265 |
| Frais | -515 | -345 |
| Résultat technique santé | -113 | 2 |
| Résultat non technique | 210 | -97 |
| Résultat de l'exercice | 97 | -95 |

La solvabilité prévisionnelle sur l'exercice 2022 se présente comme suit :

| | 2021 | 2022 |
|------------------------------|---------------|---------------|
| Risque de souscription santé | 155 | 97 |
| - Santé non SLT | 154 | 96 |
| - Santé CAT | 2 | 1 |
| Risque de marché | 961 | 929 |
| - Taux | 16 | 13 |
| - Actions | 400 | 353 |
| - Immobilier | 388 | 388 |
| - Spread | 50 | 42 |
| - Concentration | 572 | 584 |
| - Change | - | - |
| Risque de contrepartie | 1 201 | 1 209 |
| - SCR Contrepartie type 1 | 251 | 248 |
| - SCR Contrepartie type 2 | 1 001 | 1 012 |
| Effet de diversification | -546 | -503 |
| BSCR | 1 770 | 1 732 |
| Risque opérationnel | 25 | 18 |
| Ajustement Impôts différés | - | - |
| SCR | 1 795 | 1 750 |
| MCR | 2 500 | 2 700 |
| Fonds propres | 10 907 | 10 643 |
| Couverture SCR | 608% | 608% |
| Couverture MCR | 436% | 394% |

Remarque : le plancher du MCR considéré dans l'ORSA était de 2,7 M€, contrairement à ce qui était présenté dans le RSR 2021. Les taux de couverture projetés dans l'ORSA peuvent être évalués en remplaçant la valeur du MCR par 3,7 M€ exigible pour les mutuelles couvrant des risques vie et non-vie.

La couverture du SCR se maintient entre les exercices 2021 et 2022. En effet, la baisse des fonds propres est compensée par la diminution du SCR. La solvabilité de l'UMGP est largement assurée à plus de 600% en 2021 et 2022.

A.3. Résultats des investissements

A.3.1. Les résultats au 31/12/2022

La mutuelle dispose d'un portefeuille de placements s'élevant à 7 844 k€ en valeur nette comptable (poste A2 du bilan). Ce montant est en augmentation par rapport à l'exercice précédent du fait notamment de la progression des comptes courant de LUTECEA et de la SCI Fortuny (classé dans les placements au bilan) respectivement pour des montants de 1 113k€ et 786k€.

| Type d'actifs | Valeur de marché | Produits | Charges | Résultat des investissements | | +/- values latentes |
|--------------------------------|---------------------|------------------|-----------------|------------------------------|------------------|---------------------|
| | | | | 2022 | 2021 | |
| Obligations d'État | | | | 0 € | 0 € | |
| Obligations d'entreprise | 717 655 € | 41 392 € | | 41 392 € | 45 361 € | -55 545 € |
| Actions et participations | 10 000 € | | | 0 € | 173 454 € | 0 € |
| Fonds D'investissement | 624 861 € | | | 0 € | 8 581 € | 24 861 € |
| Trésorerie et dépôts | 3 566 102 € | 11 006 € | | 11 006 € | 1 905 € | 0 € |
| Prêts et prêts hypothécaires | 6 276 390 € | 78 152 € | | 78 152 € | 48 219 € | 0 € |
| Immobilisations corporelles | 353 629 € | 8 214 € | | 8 214 € | 3 180 € | 113 980 € |
| Total éléments répartis | 11 548 637 € | 138 763 € | 0 € | 138 763 € | 280 700 € | 83 296 € |
| Éléments non répartis | | | 57 834 € | -57 834 € | -44 975 € | |
| TOTAL Général | 11 548 637 € | 138 763 € | 57 834 € | 80 929 € | 235 725 € | 83 296 € |

La diminution du résultat financier de 155k€ constatée en 2022 vs l'exercice précédent est principalement liée à la constatation d'un boni de 173k€ en 2021 consécutif à la dissolution de la société UMGP Courtage (filiale à 100% de l'UMGP).

Les plus-values latentes s'élèvent à 83k€ (contre 140 k€ au 31/12/2021).

Le résultat d'investissement ainsi que les plus et moins-values latentes viennent directement impacter les fonds propres Solvabilité II :

- Le résultat d'investissement est une composante du résultat net qui impacte les fonds excédentaires ;
- Le total des plus et moins-values latentes, net des impôts différés, vient augmenter/imputer la réserve de réconciliation.

A.3.2. Hypothèses de projection des placements dans le plan à moyen terme

Le tableau suivant présente les projections ORSA du résultat financier jusqu'en 2026 :

| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|----------------------|-----------|----------|----------|----------|----------|
| Résultats financiers | 121 342 € | 56 719 € | 59 296 € | 63 060 € | 64 470 € |

Le résultat financier 2022 anticipé dans l'ORSA était sous-estimé puisqu'il a atteint 236 K€, contre 121 K€ dans les projections.

A.4. Résultats des autres activités

Au cours de cet exercice, un résultat exceptionnel de 1 022 € a été enregistré dans le compte non technique.

A.5. Autres informations

Aucune autre information importante ou qualifiée comme telle par l'Union et susceptible d'impacter l'activité ou les résultats n'est à mentionner.

B. Système de gouvernance

B.1. Informations générales sur le système de gouvernance

Concernant le système de gouvernance de l'Union, les choix ont été opérés en conformité avec les articles 41 à 49 de la Directive, transposés aux articles L.114-21, L.211-12 à 14 du Code de la mutualité et détaillés dans les articles 258 à 260, 266 à 275 des actes délégués.

B.1.1. Organisation générale

Le pilotage prudent et efficient de l'UMGP est fondé sur la complémentarité entre :

- Les instances représentant les adhérents (Assemblée Générale et Conseil d'Administration);
- La gouvernance à « 4 yeux » du Président du Conseil d'Administration et du Directeur Général ;
- Les comités auxquels participent des administrateurs et des salariés.

Les RFC et les comités œuvrent pour l'ensemble des mutuelles du Groupe.

Les 4 RFC sont systématiquement conviées aux réunions du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale de l'UMGP.

Afin d'assurer la traçabilité de toutes les décisions prises dans le cadre de la gouvernance, le Secrétaire Général rédige pour chaque réunion de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration :

- Un ordre du jour, accompagné de tous les documents nécessaires à des délibérations éclairées ;
- Un procès-verbal, précisant les délibérations et la liste des présents. Celui-ci est validé au cours de la réunion suivante.

La Charte de Gouvernance est établie par la Direction et approuvée par le Conseil d'Administration. Elle détermine notamment la composition, le fonctionnement et les missions des différents acteurs mentionnés ci-dessus. Elle reprend et rappelle les éléments-clés notamment des politiques écrites. Ces politiques écrites sont revues annuellement par le Conseil d'Administration.

Ainsi, les rôles et responsabilités des acteurs ont été clairement identifiés et définis permettant de s'assurer d'une correcte séparation des tâches entre les fonctions d'administration, de gestion et de contrôle. Les canaux de communication entre ses acteurs ont été également définis.

B.1.2. Le Conseil d'administration

Les travaux du Conseil d'Administration, dans le contexte Solvabilité II, reposent sur des prérogatives clés segmentées selon les thèmes suivants :

- Stratégie : fixe l'appétence et les limites de tolérance générale, approuve les stratégies et politiques principales de gestion des risques, s'assure à travers l'avis des comités de la déclinaison opérationnelle des objectifs fixés ;
- Validation et surveillance : approuve et réexamine annuellement les politiques écrites, le rapport actuariel, les rapports narratifs et la situation financière et l'ORSA ; Enfin, il assume la responsabilité finale du respect par l'organisme de la directive Solvabilité II ;
- Prérogatives spécifiques vis-à-vis des Dirigeants Effectifs :
 - approuve les éléments du contrat de travail du Dirigeant opérationnel ;
 - fixe les délégations de pouvoirs au Président et au Dirigeant opérationnel ;
- Interactions avec les RFC : auditionne au minimum une fois par an, et autant que nécessaires les RFC.

De même, le Conseil d'Administration :

- Détermine les orientations stratégiques de l'UMGP et veille à leur mise en œuvre ;
- Prend toutes les mesures nécessaires pour assurer l'intégrité des états financiers ;
- Approuve les objectifs financiers (budgets) et les plans opérationnels et financiers ;
- Contrôle et évalue la performance du Groupe par rapport à ses objectifs financiers et plans d'activités ;
- Examine et arrête les états financiers audités ;
- S'assure que le profil de risque est étayé par un niveau suffisant de fonds propres ;
- Vérifie régulièrement la mise en place d'un système de contrôle interne adéquat ;
- Examine les performances du Directeur Général.

Le Conseil d'Administration s'est réuni 4 fois lors de l'exercice 2022 aux dates suivantes :

| Dates |
|------------|
| 07/04/2022 |
| 19/05/2022 |
| 23/06/2021 |
| 30/11/2022 |
| 15/12/2022 |

Afin de se conformer au mieux aux pratiques découlant de solvabilité II, les administrateurs délèguent une partie de leurs travaux de surveillance aux différents comités.

L'implication au sein d'un ou plusieurs comités permet d'assurer un suivi des risques, de la déclinaison opérationnelle et de la déclinaison stratégique.

| Comité | Objectifs | Fréquence | Principaux contributeurs (Autres qu'administrateurs) |
|-----------------------|---|---|---|
| Comité d'Audit | <p>Suivre le processus d'élaboration de l'information financière et comptable ;</p> <p>Sélectionner le commissaire aux comptes et de veiller au respect de son indépendance ;</p> <p>Informers le Conseil d'Administration des difficultés rencontrées dans le processus d'élaboration des comptes annuels.</p> | 1 par an minimum | Directeur Administratif et Financier, Fonction Clé Audit Interne |
| Comité des Risques | <p>Analyser les risques actuels et émergents au regard de la stratégie ;</p> <p>Suivre les indicateurs de contrôle interne et de qualité ;</p> <p>Effectuer le reporting du système de gestion des risques</p> | 2 par an minimum | Dirigeant effectif opérationnel, Fonction Clé Gestion des Risques |
| Comité Produits | <p>Valider l'opportunité de lancement des nouveaux produits et leur tarification;</p> <ul style="list-style-type: none"> - suivre l'évolution de la sinistralité, des P/C et de la distribution de chaque produit ; - prendre les décisions en matière de souscription, de provisionnement et de réassurance ; - contrôler la bonne application de la politique de gouvernance produits (POG) ; <p>Faire évoluer la documentation des produits</p> | À chaque commercialisation de nouveau produit et au moins une fois par an | Dirigeant effectif opérationnel, Fonction Clé Actuariat, Fonction clé conformité, Directrice communication et Marketing |
| Comité des Placements | <p>Valider les investissements ;</p> <p>Prendre les mesures nécessaires pour garantir une gestion financière prudente des placements ;</p> <p>Assurer de l'optimisation du SCR de marché.</p> | 1 par an minimum | Dirigeant effectif opérationnel, Fonction Clé Actuariat |

B.1.3. Les dirigeants effectifs et les responsables de fonctions clefs

Les Dirigeants Effectifs sont le Dirigeant Opérationnel et le Président du Conseil d'Administration.

Afin de garantir une gestion saine et prudente, l'Article 258 des actes délégués dispose que chaque organisme doit être dirigé effectivement par au moins deux personnes.

Conformément à ce principe dit « des quatre yeux », l'UMGP dispose de 2 dirigeants effectifs.

Ainsi, les personnes qui dirigent effectivement l'organisme sont le Président et le Directeur Opérationnel en charge d'appliquer la stratégie définie par le Conseil d'Administration.

Le Directeur Opérationnel est responsable de l'ensemble de la gestion opérationnelle de l'UMGP et ce par une délégation de pouvoirs et de signatures. Il définit et met en œuvre, sous le contrôle du Président, les politiques et les plans d'action conformément aux orientations stratégiques définies par le Conseil d'Administration et l'Assemblée Générale.

Le Conseil d'Administration nomme les responsables de quatre Fonctions clés prévues dans le cadre de la réglementation Solvabilité II :

Leur rattachement et leur positionnement dans la structure leur permettent de bénéficier de l'indépendance, des ressources et de l'autorité requises par l'exercice de leur fonction. La Direction veille à leur rendre disponible toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de leur mission. Enfin, compte tenu de la taille, de la nature et de la complexité de son activité, l'UMGP externalise une partie des missions relatives à certaines fonctions clés.

B.1.4. Politique de communication et reporting

B.1.4.1. La communication interne

- Communication bottom-up

Une politique de reporting a été mise en place au sein des organes de gouvernance et d'administration et de gestion des risques (OAGC). Ce reporting doit couvrir l'ensemble de l'activité des mutuelles et se matérialise sous la forme d'indicateurs et de rapports sur lesquels les administrateurs sont appelés à donner leur avis ou leur validation.

Il est demandé aux cadres de porter régulièrement à l'attention des Dirigeants des indicateurs de suivi. Par ailleurs, les RFC doivent informer des risques, chantiers et freins se rapportant aux sujets afférents aux Comités lors de leur réunion. La Direction est en communication régulière avec les administrateurs.

La Direction s'attache à donner une image fidèle de la qualité de service à travers les indicateurs de production suivis par les responsables de service.

- Communication top-down

Les Dirigeants Effectifs et les RFC s'assurent que les administrateurs présents aux différents comités aient accès continuellement au suivi opérationnel des décisions qu'ils ont prises.

La Direction Générale informe, délègue et suit la mise en œuvre opérationnelle des missions qui lui sont confiées. Elle est assistée dans ce suivi technique par les RFC.

- Informations mises à disposition

Les informations énoncées ci-après sont mises à disposition de l'ensemble des acteurs de la Gouvernance (RFC, DE, administrateurs) :

- Cartographie des risques ;
- Plan d'audit interne ;
- Plan de Contrôle Interne ;
- Plan de Conformité ;
- Politiques écrites ;
- Procès-verbaux des CA et des comités auxquels les membres appartiennent ;
- Des informations complémentaires qui peuvent être apportées sur demande aux différents acteurs de la Gouvernance.

B.1.4.2. Communication externe

B.1.4.2.1. *L'ACPR*

L'UMGP est soumise à la Directive Solvabilité II. La conformité avec cette réglementation européenne est surveillée par l'Autorité de Contrôle Prudentielle et de Résolution (ACPR).

Des états ne relevant pas de la Directive Solvabilité II (tels que le questionnaire de protection de la clientèle, les ENS) sont également communiqués à l'ACPR. La responsabilité relative à la production de ces états est supportée par la Direction Opérationnelle.

B.1.4.2.2. *Les commissaires aux comptes*

Le contrôle de la situation financière et des comptes annuels de l'UMGP est confié à un Commissaire aux comptes assisté d'un co-commissaire aux comptes, qui sont tous les deux nommés pour une durée de six ans au maximum par l'Assemblée Générale ordinaire sur proposition du Comité d'Audit.

La mission des Commissaires aux comptes est menée en collaboration avec l'ensemble des services de l'UMGP et plus particulièrement :

- La Direction pour la mise à disposition des moyens, la signature des lettres de mission et d'affirmation ;
- Le Comité d'Audit dans la sélection, la vérification de l'indépendance, le suivi du déroulement de la mission des commissaires aux comptes ;
- Le Conseil d'Administration lors de l'arrêté des comptes annuels ;
- L'Assemblée Générale pour l'approbation des comptes annuels après lecture du rapport du Commissaire aux comptes.

B.1.4.2.3. *Les adhérents et le public*

La communication auprès du public par la Gouvernance se matérialise par la publication du SFCR, conformément à la réglementation européenne. Ce rapport est approuvé préalablement par le Conseil d'Administration.

B.1.5. Pratique et politique de rémunération

Concernant les pratiques de rémunération, l'UMGP a défini et validé une politique de rémunération placée sous la responsabilité du dirigeant opérationnel, qui assure en particulier sa mise à jour annuelle et la conformité des processus et contrats de l'entreprise avec ses orientations.

Elle contribue également à une gestion saine et efficace du risque de l'UMGP.

La politique de rémunération repose sur :

- Le respect de la convention collective de la mutualité qui fixe les rémunérations minimales annuelles garanties (RMAG) ;
- Le niveau de salaire constaté sur le marché du travail pour ce secteur d'activité.

Concernant le dirigeant opérationnel, sa rémunération est votée annuellement en Conseil d'Administration.

Concernant les administrateurs, ceux-ci ne sont pas rémunérés à l'exception de ceux à qui le Conseil d'Administration confie l'exécution de certaines missions. Ceux-ci bénéficient d'indemnités dont le montant est voté par l'Assemblée Générale.

Concernant les RFC et les autres salariés de l'UMGP, leur rémunération n'est soumise à aucun principe particulier, à aucun salaire variable en dehors de celui lié l'entretiens annuels d'évaluation.

B.1.6. Adéquation du système de gouvernance

Le système de gouvernance est revu annuellement par le Conseil d'Administration notamment au travers de la validation des politiques écrites.

Les politiques écrites suivantes ont été validées :

- Audit interne
- Gestion des conflits d'intérêt
- Rémunération
- Risque de souscription
- Placements
- Gestion actif passif
- Conformité
- Contrôle interne
- Qualité des données
- ORSA
- Gestion des risques
- Sous-traitance
- Politique écrite de gouvernance produits
- Contrôle Interne

B.2. Exigences de compétence et d'honorabilité

Conformément à l'article 42 de la directive, transposées à l'article L.114-21 du Code de la mutualité et développées aux articles 258 et 273 des actes délégués, les administrateurs, les dirigeants et RFC sont soumis à une exigence double de compétence et d'honorabilité.

Les exigences d'honorabilité pour l'ensemble des acteurs de la gouvernance sont assurées par la présentation d'un extrait de casier judiciaire vierge ET d'un CV.

Concernant les administrateurs, la compétence s'apprécie de manière collective au travers de la diversité de leurs aptitudes, compétences ou diplômes. Les différents champs de compétences évalués concernent les activités mutualistes et de gestion financière, la stratégie de l'organisme et son modèle économique, son système de gouvernance, l'analyse comptable et statistique ainsi que le cadre réglementaire applicable à l'UMGP.

Les compétences des administrateurs se fondent également sur leurs contributions actives à la vie de l'UMGP et notamment :

- aux informations portées à leur connaissance et explicitées durant les séances du Conseil d'Administration ;
- des fonctions de contrôle, comité et commission spécialisées permettant de partager des travaux avec les opérationnels de l'UMGP.

La compétence des dirigeants effectifs et des RFC s'apprécie de manière individuelle au regard de leurs prérogatives spécifiques sur la base du diplôme et de l'expérience professionnelle.

En fonction des domaines, les RFC peuvent recevoir l'appui de professionnels spécialistes (actuaire, avocat, expert-comptable, etc.) sur les domaines qui leur sont confiés.

Parallèlement à ces éléments, les dirigeants effectifs et les responsables de fonctions clés suivent des formations leur permettant d'assurer un maintien de leur compétence.

B.3. Système de gestion des risques, y compris ORSA

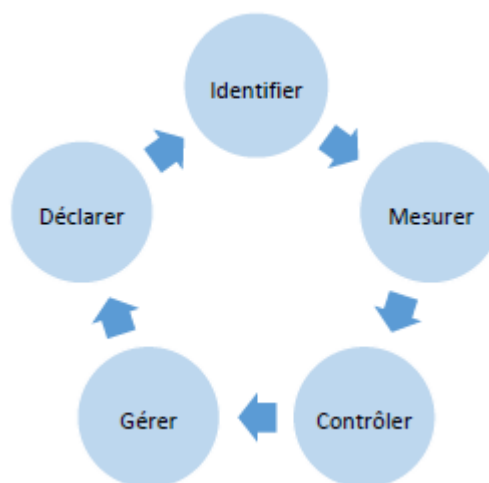
En application de l'article 44 de la directive et de l'article 259 des actes délégués, la mutuelle est tenue de mettre en place un système de gestion ayant pour vocation d'identifier et mesurer les risques auxquels elle est exposée dans le cadre de ses activités. A cet effet, la mutuelle a mis en place un dispositif de gestion des risques dont l'organisation est définie dans la politique de gestion des risques et ORSA validée par le Conseil d'Administration.

B.3.1. L'organisation du système de gestion des risques

B.3.1.1. Dispositif de gestion des risques

La démarche risque consiste à étudier de manière structurée les risques. Ce système a pour vocation d'identifier et mesurer les risques auxquels elle est exposée dans le cadre de ses activités. Il comprend :

- des dispositifs de détection et d'évaluation des risques ;
- des mesures de contrôle et de maîtrise ;
- une intégration des processus décisionnels de l'entité.



- Identifier : S'assurer que l'ensemble des risques auquel est soumise la mutuelle est bien identifié (Risques opérationnels, stratégiques, techniques, financiers...);
- Mesurer : Définir des critères de mesure et de quantification des risques (fréquence, impact, ...), ceci au moyen d'outils, de règles ou d'indicateurs. (SCR, P/C, indicateurs qualité...);
- Contrôler et gérer : Surveiller et de piloter ces risques afin notamment d'en limiter leurs impacts. Prévoir des plans de redressement permettant de limiter l'exposition de la mutuelle en cas de survenance d'un événement majeur ;
- Déclarer : Préciser dans un reporting les informations liées à la gestion des risques.

Le système décrit est intégré à l'organisation de la structure et, à ce titre, relayé au sein des organigrammes, procédures et modes opératoires encadrant au quotidien l'activité de l'UMGP.

Le système de gestion des risques de l'Union couvre l'ensemble des domaines présentant un niveau de criticité significatif et susceptible de représenter une menace quantifiable pour son activité, la qualité du service rendu aux adhérents, la pérennité de son modèle économique ou sa capacité à couvrir ses engagements assurantiels.

Consécutivement à la mesure des risques, l'Union a mis en œuvre une organisation lui permettant de surveiller et de piloter ces risques afin notamment d'en limiter leurs impacts. La gestion des risques repose principalement par le dispositif de contrôle interne à 3 niveaux, la surveillance générale opérée par les fonctions-clés et les comités.

Certains éléments de maîtrise sont intégrés directement dans la cartographie des risques et sont repris par les politiques écrites. L'ensemble est donc porté à la connaissance et à l'approbation du Conseil d'Administration.

B.3.1.2. Appétence au risque

Le Conseil d'Administration et la Direction sont particulièrement vigilants quant à la mise en œuvre des ressources et moyens contribuant à l'objectif de maîtrise des risques, afin de renforcer l'assurance raisonnable apportée au Comité d'audit que les risques acceptables résultant de la stratégie sont identifiés et maîtrisés.

Cette approche par les risques est déterminée selon les seuils communiqués et les seuils internes, lesquels déterminent la profondeur du suivi des risques et de validation juridique.

Pour rappel, à chaque mutuelle/union est associée une cartographie des risques, respectant ainsi l'approche spécifique souhaitée en interne et par le régulateur. Cette cartographie détermine notamment les activités et processus critiques obligeant le suivi régulier de l'OAGC.

Conséquences de cette approche

Ces suivis et validations rendent systématique l'intervention de la Gestion des Risques dans l'organisation et le processus préalable à la prise de décisions.

Les réponses apportées à ces risques reposent *a minima* sur l'une des actions suivantes :

- Une réflexion des mesures complémentaires d'atténuation et de contrôle (au sein du Comité des Risques et de Conformité) ;
- L'audit des process ou sous-traitants concernés (pouvoir du responsable de la Fonction Audit Interne) ;
- La mise en place de plans d'actions / chantiers prévenant des risques (par décision de la Direction opérationnelle et du Responsable de la Gestion des Risques) ;
- L'intégration du risque dans les études prospectives et quantitatives liées à l'ORSA (pouvoir du Conseil d'Administration, sur proposition du Responsable de la Gestion des Risques).

B.3.1.3. La fonction clef gestion des risques

La Fonction Clé « Gestion des Risques » est en charge de l'identification des risques, de la mise en place et du pilotage du dispositif global de gestion des risques (dont Contrôle Interne) au sein de l'UMGP.

Dans le cadre de ce dispositif, le Responsable de la Fonction Clé « Gestion des Risques » propose à la Gouvernance et met en place des actions d'amélioration continue. Il est directement rattaché à la Direction générale et travaille en collaboration avec l'ensemble des services de l'entité.

Les principales missions du Responsable Fonction Clé (RFC) « Gestion des Risques » sont :

- l'identification et la maîtrise des risques ;
- le recensement des conclusions du Plan de Contrôle Interne (PCI);
- la rédaction du Rapport de Contrôle Interne ;
- le contrôle de l'élaboration des données financières ;
- tous les suivis des moyens de contrôle et conclusions mis en place ;
- le suivi et l'analyse des indicateurs qualité ainsi que le reporting à la Gouvernance.

B.3.1.4. Le principe de la personne prudente

Les nouvelles règles d'admissibilité des actifs à travers le « Principe de la personne prudente » poussent à ne détenir que des actifs dont les informations sont aisément disponibles. Ainsi, les gestionnaires d'actifs doivent comprendre et mesurer l'impact en termes de besoins en capitaux propres des investissements qu'ils proposent à leurs clients assureurs.

B.3.1.5. Cartographie des risques

Les risques sont ventilés et mesurés distinctement par entités et par services concernés.

Le recensement des risques est réalisé sur la base :

- Des conclusions des audits internes et externes,
- Des conclusions du Contrôle Interne,
- Des réclamations,
- Des reportings à la Gestion des Risques : reporting lors des Comités Opérationnels des Risques, remonté de Fiche Incidents, ...
- D'entretiens auprès des différents services (un par service et par an au minimum).

Les risques sont répartis sur 3 niveaux :

Le niveau 1 concerne quatre grandes familles de risques :

- Financiers : risques liés à l'évolution des marchés financiers, de gestion de bilan ou financières ;
- Assurances : risques spécifiques aux activités techniques d'assurance (souscription, tarification, provisionnement technique, ...)
- Opérationnels : risques de pertes résultant de procédures internes, de membres du personnel ou de systèmes inadéquats ou défectueux, ou d'évènements extérieurs ;
- Stratégiques et environnementaux : risques relatifs au pilotage de l'entreprise, aux risques de réputation directs et aux risques générés par l'environnement de l'entreprise et aux risques émergents.

Le niveau 2 permet de définir des catégories de risques au sein de chaque famille

Le niveau 3 offre un degré de détail supplémentaire au sein de chaque catégorie.

Lorsqu'ils le peuvent les risques sont également associés aux sous-modules de risques de Solvabilité II : risques opérationnels, de liquidité, de marché ... tels qu'ils sont définis dans l'article R. 352-1 du décret 2015-513.

B.3.1.6. Risques pris en compte dans la formule standard

Les risques pris en compte dans la formule standard sont :

Risques qualitatifs

La formule standard intègre un module de risque au titre des risques opérationnels. Cependant, le calcul de ce module englobe « forfaitairement » toutes les sources possibles de risques opérationnels. La procédure de contrôle interne n'a pas révélé de risques majeurs justifiant une correction de l'évaluation forfaitaire du modèle standard.

Risques quantitatifs

Le scénario central est fondé sur les comptes prévisionnels réalisés lors de la rédaction du rapport ORSA de l'UMGP en N-1. Les hypothèses retenues ont été indiquées en partie A.

Ce scénario fait donc apparaître, sur toutes les entités et sur le Groupe, une phase transitoire avec un système opérationnel en mutation (coûts élevés liés aux projets de développement, perte de la gestion du Régime Obligatoire...) et une phase de maturité (impact de l'action commerciale, mise en place des synergies de coûts, ...).

B.3.1.6.1. *Risque non pris en compte dans la formule standard*

Risques qualitatifs

Les risques stratégiques et les risques émergents ne sont pas intégrés dans la formule standard. En conséquence, l'UMGP retient des stress-test sur les évolutions de son portefeuille d'adhérents dans le cadre de l'ORSA.

Risques quantitatifs

L'activité des entités et du groupe est amenée à fortement évoluer au cours des prochaines années suite à la perte de gestion du régime obligatoire. Ces évolutions réglementaires poussent les mutuelles à devoir trouver de nouveaux moyens pour développer leur portefeuille avec notamment, le lancement de nouvelles gammes.

B.3.2. Evaluation interne des risques et de la solvabilité

B.3.2.1. Processus d'élaboration ORSA

Les données quantitatives intégrées à l'ORSA sont établies par la RFC Actuariat sur la base des risques déterminés par la cartographie. L'identification des risques majeurs permet d'établir les scénarios de stress test à développer dans l'ORSA.

B.3.2.2. Intégration de l'ORSA dans le processus des risques et de prise de décision

Le dispositif d'évaluation interne des risques et de la solvabilité (EIRS ou ORSA) est intégré au fonctionnement de l'entreprise et s'inscrit dans le cadre du dispositif de gestion des risques. Il est considéré comme un outil de pilotage et est déployé à minima annuellement et à chaque changement majeur affectant la stratégie de l'organisme.

A ce titre, il implique la contribution de différents acteurs de la MEP dont notamment :

- Le Conseil d'Administration : il définit le profil de risque et l'appétence au risque de la mutuelle et la cible stratégique et valide le rapport ORSA
- Le Dirigeant effectif opérationnel : il s'assure de la déclinaison opérationnelle
- Les responsables des fonctions clés : encadrées par le responsable de la fonction gestion des risques, les responsables des fonctions clés s'assurent du respect de la stratégie et des seuils définis par les administrateurs sur les domaines qui leur sont propres
- Les opérationnels : ils assurent la déclinaison opérationnelle de la stratégie.

De manière générale, la démarche ORSA, comme présenté dans le plan du rapport ORSA de la mutuelle, se fonde sur les étapes suivantes :

- Une identification préalable du besoin global de solvabilité
- Un respect permanent des exigences réglementaires en projetant l'activité de la mutuelle dans des conditions normales et dans des conditions adverses
- Une étude de la déviation du profil de risque de la mutuelle par rapport à la formule standard proposée par la législation.

Dans le cadre de cet exercice, la mutuelle analyse, évalue et s'assure de la couverture de l'ensemble des risques auxquels elle est soumise et détermine ses besoins de solvabilité. Le travail relatif au processus ORSA pour l'exercice 2021, réalisé en 2022 a été effectué selon les principales étapes suivantes :

- 1) Définition des scénarios par le Directeur opérationnel, les élus et les responsables des fonctions clés risque, conformité et actuariat lors d'ateliers hebdomadaires ;
- 2) Validation des scénarios par les administrateurs en Conseil d'administration, transmission et mise en œuvre des évaluations par l'actuaire ;
- 3) Evaluation de l'impact des scénarios sur la solvabilité : les projections d'activité établies en cohérence avec les comptes prévisionnels réalisés par la mutuelle ;
- 4) Echanges sur les résultats en lien avec les exigences prudentielles et avec les seuils d'appétence aux risques ;
- 5) Proposition de plans d'action sur non atteinte de nos seuils ;
- 6) Approbation des résultats et du rapport ORSA par le Conseil d'Administration.

Le besoin global de solvabilité (BGS) a été estimé à 1,91 M€ lors de l'ORSA 2021, comme en 2020.

Le BGS se présente comme suit :

| UMGP - solo | 31/12/2020 | 31/12/2021 |
|------------------------------|------------|------------|
| SCR | 1 860 | 1 795 |
| Capital complémentaire | 50 | 122 |
| Besoin global de solvabilité | 1 910 | 1 917 |
| Fonds propres prudentiels | 10 652 | 10 907 |

| | | |
|--------------------------|-------------|-------------|
| Couverture du SCR | 573% | 608% |
| Couverture du BGS | 559% | 569% |

B.3.2.3. Rôle spécifique de la fonction gestion des risques

Dans le cadre du système de gestion des risques, le responsable de la fonction gestion des risques assume les prérogatives spécifiques suivantes :

- Assistance à la mise en œuvre du système de gestion des risques,
- Suivi du système de gestion des risques et du profil de risque de la mutuelle,
- Déclaration des expositions aux risques et assistance sur son domaine au Conseil d'Administration,
- Identification et évaluation des risques émergents,
- Coordination opérationnelle du processus ORSA.

B.4. Système de contrôle interne

B.4.1. Dispositif de contrôle interne en place

Afin d'assurer une gestion saine et prudente de l'UMGP, les organes de gouvernance ont mis en place un dispositif de contrôle applicable à l'ensemble des domaines d'activités et processus (internes ou externes) au sein des différentes mutuelles. Il repose sur des règles et procédures internes définies, formelles, ainsi que sur l'adhésion de l'ensemble des personnels d'encadrement et de direction. Il s'appuie également :

- Sur une organisation garantissant la séparation des tâches et l'exercice du contrôle ;
- sur le principe des 4 yeux, chaque décision significative devant être validée par au moins deux responsables ;
- Sur l'organisation de plusieurs niveaux de contrôle, calqués sur le modèle des 3 lignes de maîtrise.

Le respect de ce dispositif est surveillé par Conseil d'Administration. Il comprend notamment :

- Les audits suivis par le Responsable de l'Audit Interne : le Plan d'Audit précise les structures concernées par les audits. Ce Plan a été élaboré de sorte que l'ensemble des entités soit audité au moins une fois par an ;
- Le respect des process, des actions d'atténuation des risques et l'organisation des contrôles sont assurés par le Responsable de la Gestion des Risques, la Conformité et l'Actuariat : un Plan de Contrôle Interne et un Plan de la Conformité ont été élaborés ;
- La supervision et le suivi des risques opérationnels par les responsables opérationnels.

La structure en trois lignes du dispositif de Contrôle Interne relève de la bonne pratique professionnelle et permet une approche efficiente des rôles et responsabilités du management opérationnel, des fonctions transverses et de l'audit interne. Elle se traduit comme suit.

| | 1 ^{ère} ligne de maîtrise | | 2 ^{ème} ligne de maîtrise | 3 ^{ème} ligne de maîtrise |
|---|---|--|---|--|
| | Fonctions opérationnelles | Fonctions « spécialistes » | Fonctions « Risques » | Fonctions « Audit » |
| Périmètre | Toutes les fonctions : Production, comptabilité, SI, RH, Moyens généraux, etc. | Finances / Actuariat (tarification, provisionnement, sous- traitance, etc.) | - Gestion des Risques, - Contrôle interne, - Conformité, - Actuariat | Audit interne |
| Principes et normes de la politique des Risques | N/A | Propose | Reçoit et valide / propose | Réalise des revues indépendantes et a posteriori sur : - la pertinence des dispositifs - leur correcte application |
| Mise en œuvre de la politique de risque | Propose / Applique | Propose / Applique | Coordonne | |
| Contrôle du risque | Supervise / Signale | Supervise / Signale | Supervise, consolide, analyse | |
| Reporting du risque | Produit | Produit / Analyse | Consolide, analyse, pilote | |
| Plans d'action du risque | Propose / Applique | Propose / Applique | Valide et pilote | |

B.4.2. Plan de contrôle interne

Le Plan de Contrôle Interne (PCI) comprend notamment les éléments suivants :

- Contrôles intégrés dans le logiciel technique (contrôles de 1^{er} niveau) :
- Supervision assurée par les responsables d'équipe (contrôle de 1^{er} niveau) :
- Contrôles du Pôle Contrôle Interne (contrôles de 2^e niveau) : ces contrôles sont les suivants :
 - Contrôles et suivi des risques par le Responsable de la Gestion des Risques, du Contrôle Interne et de la Qualité (contrôles de 2^e niveau) ;
 - Audits et suivi des risques par l'Audit interne (contrôles de 3^e niveau) ;
 - Audit comptable par le Comité d'Audit (contrôles de 3^e niveau).

B.4.3. Rôle spécifique de la fonction conformité

La fonction Vérification de la Conformité a la responsabilité :

- De mettre en place une politique et un plan de conformité ;
- Définir, les responsabilités, les compétences et les obligations de reporting liées à la conformité ;
- D'identifier et d'évaluer le risque de conformité en particulier sur les thèmes suivants :
 - Dispositif de prévention du blanchiment,
 - Protection de la clientèle,
 - Conformité des activités de la mutuelle aux lois et règlements et à la déontologie,
- D'évaluer l'adéquation des mesures adoptées pour prévenir toute non-conformité ;
- D'évaluer l'impact de changements d'environnement.

Le Plan de conformité a été présenté au Conseil d'Administration. Outre les aspects réglementaires (politique écrite, cartographie des risques de non-conformité, vérification de l'honorabilité ...), il comprend notamment les travaux suivants :

- Développer une culture du risque au sein de la Mutuelle via notamment la formation des collaborateurs à la protection de la clientèle, au respect des modes opératoires et au risque de fraude ;
- Vérifier la protection des données personnes conformément à la CNIL via notamment des audits de conformité avec le service informatique et communication ;
- Contrôler le respect du traitement des réclamations via la mise en place de tests réguliers sur le traitement des réclamations, le suivi des délais et la qualité des réponses ;
- Suivre de manière permanente la conformité des documents commerciaux et des contrats avec les sous-traitants ;
- S'assurer de la mise en place de procédure de lutte contre la fraude.

La réalisation de ses travaux est suivie par le Responsable de la vérification de la conformité et le Comité des Risques et de Conformité.

B.5. Fonction d'audit interne

L'organisation de l'audit interne est détaillée dans la politique d'audit interne validée par Conseil d'Administration. La politique d'audit interne est établie dans le but de présenter l'organisation et les activités de l'audit interne, ses liens avec les organes de contrôles externes (Commissaires aux Comptes, Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution...), son périmètre d'intervention, et sa méthodologie de travail.

L'audit interne agit sous l'autorité du RFC Audit Interne, réalise des audits et assure le suivi des recommandations émises au cours de ses travaux précédents.

Au sein du système de gouvernance et de gestion des risques, l'audit interne est un outil de suivi et de pilotage de l'activité par le Conseil d'Administration :

- Ses missions sont définies par la politique écrite et le plan d'audit, en coordination avec la Direction de l'UMGP,
- Les conclusions de ses missions d'audit et ses recommandations, après avoir été discutées avec la Direction, sont présentées au Conseil d'administration,
- Il assure le suivi de la mise en place de ces recommandations et en fait état à la Direction et au Conseil d'Administration. Lorsqu'il le juge opportun, il peut faire appel aux autres RFC et au Comité des Risques.

Le Responsable de Fonction clé audit interne dispose d'un devoir d'alerte sans délai de la direction en cas de détection d'un risque important dont la maîtrise n'est pas assurée par le système de gestion des risques et de contrôle interne. Toute détection ou événement majeur portant atteinte à la maîtrise des risques est susceptible de donner lieu à une mission d'audit non planifiée initialement.

La Fonction est portée par le Président du Comité d'Audit de l'UMGP.

B.6. Fonction actuarielle

Conformément aux dispositions de l'article 48 de la Directive, précisées à l'article 272 du règlement délégué, la mutuelle dispose d'une fonction actuarielle.

Les prérogatives de la fonction actuarielle incluent notamment la coordination et le contrôle des provisions techniques. En cela, la fonction actuarielle s'assure de :

- L'adéquation des méthodologies, des modèles sous-jacents et des hypothèses utilisés pour le calcul des provisions techniques ;
- La suffisance de la qualité des données utilisées dans le calcul des provisions techniques et en évalue les limites.

La fonction actuarielle rend compte annuellement à la Direction et au Conseil d'Administration de la fiabilité et du caractère adéquat du calcul des provisions techniques et rédige pour cela un rapport actuariel. Celui-ci met en exergue les écarts constatés, les limites des méthodes et de la qualité des données et évalue le degré de certitude et de fiabilité des calculs. Le rapport vise aussi à présenter les défaillances et les recommandations associées à mettre en œuvre pour y remédier.

La fonction actuarielle contribue également au système de gestion des risques de la mutuelle. En cela, la fonction actuarielle :

- Elabore des modèles de risques techniques, qu'il s'agisse de ceux liés aux risques associés au développement de produits, de ceux liés au portefeuille de contrats bruts et nets de réassurance, de risque financier, de modèle de risque opérationnel. Elle alimente ainsi le calcul des exigences de fonds propres ainsi que les évaluations prospectives du rapport ORSA ;
- Emet un avis sur la politique globale de souscription ;
- Emet un avis sur l'adéquation des dispositions prises en matière de réassurance.

Le dernier rapport de la fonction actuarielle a par ailleurs été rédigé puis validé par le CA de décembre 2022.

B.7. Sous-traitance

Les principales activités de spécialité déléguées par l'UMGP sont les suivantes :

- Le développement et la maintenance du système d'information qui gère les contrats et les sinistres hors Régime Complémentaire à l'éditeur COOPENGO
- Le développement et la maintenance du système d'information qui gère les prestations au titre du Régime Complémentaire à l'éditeur ALMERYYS
- La supervision des développements et paramétrages produits par les éditeurs COOPENGO et ALMERYYS à un GIE dénommé INNOVATIONS SANTE (GIE IS)
- La commercialisation des produits d'assurances à un cabinet de courtage, la SAS LUTECEA, créée par la MEP, MIS, l'UMGP et la SMEREP
- La production des travaux actuariels notamment les analyses techniques des garanties ainsi que la rédaction des rapports associés au cabinet GARCIA-ROCHETTE, cabinet d'actuariat reconnu dans son domaine et sur le marché de l'assurance étudiante

- La réalisation de développements de sites internet et d'applications web à la société BOTTICELLI WEB, filiale créée par la MEP et par MIS.

L'UMGP s'assure de la maîtrise des activités déléguées notamment au travers d'un encadrement juridique (GIE) ou capitalistique (filialisation). Les activités déléguées hors GIE et filiale demeurent faibles en termes de volume et la sélection repose sur la compétence reconnue et partagée des acteurs. En outre, un dispositif de contrôle de l'activité déléguée adapté à chaque prestataire est défini dans la politique de sous-traitance.

- GIE INNOVATIONS SANTE : participation à sa gouvernance ;
- COOPENGO et ALMERYYS : application du plan de contrôle interne sur volet traitement des données et supervision par le GIE IS pour la qualité des développements livrés par les éditeurs ;
- SAS LUTECEA : application du plan de contrôle interne sur les processus de souscription et le suivi des demandes clients et reporting hebdomadaire et mensuel pour ce qui est du développement commercial ;
- Cabinet GARCIA-ROCHETTE, : mesure de la satisfaction relative à la qualité des travaux fournis aux RFC, dirigeants effectifs et administrateurs ainsi que celle exprimée par l'ACPR ;
- BOTTICELLI WEB : appréciation de la qualité des livrables produits et du respect des délais de développement.

B.8. Autres informations

Aucune autre information importante ou qualifiée comme telle par l'Union susceptible d'impacter le système de gouvernance n'est à mentionner.

C. Profil de risque

La cartographie des risques est l'outil permettant d'identifier et d'évaluer l'ensemble des risques auxquels est exposée la Mutuelle dans le cadre de ses activités. Elle est en évolution permanente tant sur la forme que sur le fond.

Le niveau de risque est défini de concert entre le Cabinet Garcia Rochette et Associés et les RFC Actuariat et Gestion des risques.

Les RFC Actuariat et Gestion des Risques de la Mutuelle vérifient les données actuarielles transmises et notamment :

- Comparent des Bilan prudeniels N / N-1 ;
- Contrôlent des bases servant d'agrégats aux SCR ;
- Effectuent des contrôles de cohérence de l'évolution des SCR en lien avec l'évolution des données comptables servant d'agrégat.

La part relative de chaque module et sous-module de risque dans le SCR global est le principal indicateur quantitatif et transverse utilisé.

Le SCR global au 31/12/2022 atteint 1 830 K€, en légère hausse par rapport au 31/12/2021 (1 795 K€).

C.1. Risque de souscription

Le risque de souscription et de provisionnement de l'union correspond au risque de perte financière découlant d'une tarification ou d'un provisionnement inadapté à la garantie sous-jacente (les cotisations ne permettent pas de couvrir les prestations et frais de l'organisme ou les provisions ne permettent pas de couvrir les prestations afférentes).

Pour rappel, l'UMGP ne distribue aucun produit en propre. Le risque est donc relatif aux produits de ses mutuelles substituées.

Le SCR santé pour l'exercice 2022 est évalué à 99 K€ avec la formule standard contre 155 K€ pour l'exercice 2021. Cette évolution s'explique par la baisse sensible du volume de primes (liée à l'anticipation d'un chiffre d'affaires N+1 plus faible au 31/12/2021) et la baisse de provisions de sinistres.

Ce SCR santé est décomposé entre le SCR santé non similaire à la vie, et le SCR catastrophe. La combinaison des deux éléments conduit au résultat suivant :

| (en €) | 2021 | 2022 |
|-------------------------------|----------------|---------------|
| SCR primes et provisions | 154 244 | 98 382 |
| SCR catastrophe | 1 735 | 1 385 |
| Effet de diversification | -1 292 | -1 030 |
| SCR souscription santé | 154 686 | 98 738 |

C.2. Risque de marché

Le risque de marché correspond à l'impact sur les Fonds Propres de l'Union de mouvements défavorables liés aux investissements.

Le SCR de marché est évalué à 941 K€ au 31/12/2022 contre 961 K€ au 31/12/2021.

Celui-ci est ainsi composé comme suit :

| | SCR marché 2021 | SCR marché 2022 |
|--------------------------|-----------------|-----------------|
| SCR spread | 50 267 | 28 856 |
| SCR taux | 15 880 | 16 374 |
| SCR actions | 400 151 | 342 877 |
| SCR immobilier | 388 125 | 444 375 |
| SCR change | - | - |
| SCR concentration | 572 100 | 559 366 |
| Effet de diversification | -465 542 | -450 977 |
| SCR de marché | 960 980 | 940 870 |

Une légère baisse du SCR marché est observée. Cette diminution résulte de la baisse du risque actions compensée, en partie, par l'évolution du risque immobilier.

C.2.1. Appréhension du risque de marché au sein de l'Union

Ce risque de marché peut provenir :

- D'une dégradation de valeur d'une classe d'actifs détenue par l'Union, en particulier immobilier et monétaire ;
- D'une forte concentration d'investissement sur une même classe d'actifs.

C.2.2. Mesure du risque de marché et risques majeurs

L'Union pilote son risque de marché au travers de plusieurs indicateurs suivis régulièrement et présentés à la direction et au Conseil d'Administration. Les principaux indicateurs sont :

- L'allocation stratégique des investissements validée par le Conseil d'Administration ;
- Le SCR de marché et ses sous-modules ;
- Le rendement du portefeuille ;
- La concentration du portefeuille sur un secteur, pays ou zone géographique ;
- La concentration par émetteur ;
- Le suivi de la trésorerie.

C.2.3. Maitrise du risque de marché

Le risque de marché est géré par :

- Le directeur administratif et financier (également RFC Gestion des risques) ;
- Le RFC Actuariat ;
- Le Comité des placements.

Le Comité se tient une fois par an minimum en présence du dirigeant effectif opérationnel, du directeur administratif et financier, ainsi que des RFC actuariat et gestion des risques. Il décide de l'allocation des actifs, prend toutes mesures pour optimiser les résultats de la gestion financière et valide la gestion et le pilotage financier de la direction.

L'actuaire calcule la provision pour dépréciation durable suivant les méthodes comptables développées en annexes des comptes annuels et calcule l'éventuelle provision pour risque d'exigibilité.

Les actifs immobiliers sont expertisés tous les ans.

C.3. Risque de crédit

C.3.1. Le risque de contrepartie

Le risque de crédit correspond à la mesure de l'impact sur les fonds propres de mouvements défavorables liés au défaut de l'ensemble des tiers auprès desquels l'organisme présente une créance ou dispose d'une garantie.

Le capital requis pour le risque de contrepartie est de 1 291 K€ (contre 1 201 K€, en 2021) et se décompose comme suit :

| (en €) | 2021 | 2022 |
|----------------------------|------------------|------------------|
| SCR contrepartie de type 1 | 250 539 | 230 838 |
| SCR contrepartie de type 2 | 1 001 365 | 1 108 946 |
| Effet de diversification | -51 145 | -48 650 |
| SCR contrepartie | 1 200 760 | 1 291 135 |

La hausse du SCR contrepartie s'explique par l'augmentation du prêt LUTECEA.

C.3.2. Mesure du risque de crédit et risques majeurs

L'Union pilote son risque de marché au travers de plusieurs indicateurs suivis régulièrement et présentés à la direction et au conseil d'administration. Les principaux indicateurs sont :

- La notation des banques ;
- La concentration du portefeuille en termes de banques et de réassureurs ;
- Le suivi du paiement des créances des adhérents et des tiers.

C.3.3. Maitrise du risque de crédit et risques majeurs

Le RFC Actuariat s'assure que le risque de crédit demeure maîtrisable au regard des soldes comptables débiteurs. En concertation avec la Direction Générale, il met en place les mesures de recouvrement qu'il juge nécessaire.

Le Comité d'Audit et le Responsable comptable veillent à ce que les procédures comptables soient respectées, notamment en matière de recouvrement des créances.

L'OAGC est susceptible à tout moment d'opter pour des prestataires et des établissements bancaires différents s'il estime que le risque de concentration de l'activité ou de dépôts est trop important auprès d'un même tiers.

C.4. Risque de liquidité

Le risque de liquidité désigne le risque de perte résultant d'un manque de liquidités disponibles à court terme pour faire face aux engagements assurantiels. Dans le cadre de l'activité de l'Union, il s'agit essentiellement de la capacité à régler les prestations aux bénéficiaires.

Le risque de liquidité ne fait pas l'objet d'une évaluation quantitative dans la formule standard de calcul du SCR et le risque n'est pas ou peu mesurable.

C.4.1. Appréhension du risque de liquidité au sein de l'Union

Le risque de liquidité pourrait se manifester du fait de :

- la saisonnalité (prestations à payer)
- d'éléments exceptionnels tels qu'une amende importante, un retard des appels de cotisations, etc.
- d'un retard d'encaissement
- d'erreurs de gestion de l'actif disponible au regard du passif exigible.

C.4.2. Mesure du risque de liquidité et risques majeurs

Pour ses engagements à court terme relatifs à l'activité de santé, la Mutuelle suit tout particulièrement :

- L'évolution du montant des prestations réglées et provisionnées ;
- Les délais de règlement ;
- Le niveau de trésorerie ;

- Le montant total du bénéfice attendu inclus dans les primes futures ;
- Les éléments exceptionnels tels qu'une amende importante, un retard des appels de cotisations ;
- Les liquidités des placements détenus en portefeuille.

C.4.3. Maitrise du risque de liquidité

Afin de maîtriser le risque de liquidité, la direction financière s'assure de disposer d'actifs plus ou moins liquides pouvant être cédés afin de faire face à un éventuel manque de trésorerie à court ou moyen terme.

Notons par ailleurs que le risque de liquidité s'est réduit du fait de la fusion de la MCF à la SMEREP à compter du 1^{er} janvier 2022, anciennement substituée à l'UMGP, et de la substitution de la SMGP à la SMEREP à compter du 1^{er} janvier 2023, également anciennement substituée à l'UMGP. L'UMGP n'étant engagée que sur des prestations relatives à des survenance antérieures au 31 décembre 2022, le risque de liquidité est à la clôture 2022 quasi inexistant.

C.5. Risque opérationnel

C.5.1. Le SCR opérationnel de l'Union

Le risque opérationnel est le risque de perte résultant de procédures internes, de membres du personnel ou de systèmes inadéquats ou défaillants, ou d'événements extérieurs. Le SCR opérationnel est calculé par une formule linéaire dépendant des primes sur les 24 derniers mois et des provisions calculées en meilleure estimation et brute de réassurance. Il est plafonné à 30% du SCR de base. Le capital requis pour le risque opérationnel est de 19 K€ (contre 25 K€ en 2021). La baisse du SCR opérationnel s'explique par la diminution du chiffre d'affaires.

C.5.2. Appréhension du risque opérationnel au sein de l'Union

Le risque opérationnel de l'UMGP correspond aux pertes potentielles qui pourraient résulter d'une défaillance au sein de l'organisme, défaillance qui pourrait être imputée à un défaut de contrôle interne, ce risque peut avoir les causes suivantes :

- Risques de non-conformité (sanctions financières liées à lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme ou bien encore la protection de la clientèle) ;
- Risques juridiques (frais juridiques engagés et amendes faisant suite à des litiges)
- Risque de fraude interne et externe ;
- Risques d'exécution des opérations (défaillance humaine, de contrôle, d'organisation, etc.) ;
- Risque de défaillance des systèmes d'information (indisponibilité ou latence des outils affectant la capacité de travail, etc.) ;
- Risques relevant de la sécurité des biens et des personnes (incendie, etc., affectant la disponibilité des collaborateurs et des locaux) ;
- Risques de réputation (dégradation de l'image de la mutuelle suite à une mauvaise qualité de gestion ou un défaut de conseil lors de la commercialisation, à la qualité des produits ;

- Risques liés à l'évolution de l'environnement légal (nouvelle réglementation affectant directement ou indirectement la capacité à maintenir une activité) ;
- Risques liés aux décisions stratégiques (décisions métiers défavorables, mauvaise mise en œuvre des décisions stratégiques, manque de réactivité vis-à-vis des évolutions réglementaires, du marché, des clients, etc.) et en particulier à l'évolution du régime étudiant.

C.5.3. Mesure du risque opérationnel et risques majeurs

L'ensemble de ces risques vient modifier la notation et l'exhaustivité des éléments des différentes cartographies de risques, lesquelles sont prises en considération par les organes décisionnels. Les risques sont par ailleurs communiqués et suivis en Comité des Risques Opérationnels qui inclut l'ensemble des responsables, les RFC et la Direction.

Les incidents présentant un impact financier, réglementaire ou de réputation importante sont remontés en Comité (a minima) et Conseil d'Administration selon la gravité de ceux-ci.

Dans la mesure du possible, la Gestion des Risques essaie de chiffrer l'impact de ces incidents.

C.5.4. Maitrise du risque opérationnel

Le risque opérationnel est suivi au fil de l'eau par les responsables de services et leurs collaborateurs par le biais de « Fiches Incidents ». Par ailleurs, annuellement, le Responsable de la Gestion des Risques s'entretient avec les responsables sur les difficultés, freins, dysfonctionnements, axes d'amélioration liés à leur service.

Le risque opérationnel est suivi grâce à la collecte des incidents et au suivi des réclamations qui font l'objet d'une revue en Comité de Production (CoPROD). L'analyse de la base incidents permet la mise à jour de la cartographie des risques qui est soumise au vote du Conseil d'Administration une fois par an. Ce processus est sous la responsabilité de la RFC gestion des risques.

Dans le cadre de ce processus, l'identification des risques opérationnels majeurs fait l'objet d'une analyse et donne lieu à des plans d'actions visant à restreindre ou éliminer les causes sous-jacentes.

Ces plans peuvent être décidés en Comité des Risques et de Conformité selon leurs enjeux et les coûts d'intervention (et notamment s'il y a besoin d'un intervenant externe).

La mise en place d'actions d'atténuation ou de contrôle se fait généralement via une revue transverse du processus remis en question. Cette appréhension permet d'atténuer un maximum de risques en intégrant de manière cohérente le processus dans l'organisation en place. Ainsi, l'Union peut tenir compte des priorités visées par Solvabilité II en termes de :

- Qualité des flux ;
- Conformité ;
- Protection de la clientèle ;
- Contrôle interne et suivi.

C.6. Autres risques importants

Aucun autre risque important ou qualifiée comme tel par l'Union susceptible d'impacter le profil de risque présenté ci-avant n'est à mentionner.

C.7. Autres informations

Aucune autre information importante ou qualifiée comme telle par l'Union susceptible d'impacter le profil de risque n'est à mentionner.

D. Valorisation à des fins de solvabilité

D.1. Actifs

D.1.1. Base générale de comptabilisation des actifs

La base générale de comptabilisation de l'actif, est conforme à la réglementation Solvabilité 2 et fondée sur l'approche suivante :

- Valeur d'échange quand le titre est disponible sur un marché actif réglementé (actions, obligations, ...)
- Si celle-ci n'est pas disponible : Valeur d'expert (notamment pour l'immobilier).

L'Union n'a pas identifié de source majeure d'incertitude liée à la valorisation des actifs.

D.1.2. Les placements immobiliers

Les placements immobiliers de l'UMGP se décomposent comme suit :

| | Valeur de marché (en €) |
|----------------|-------------------------|
| Parking Prony | 200 000 |
| Pointe-à-Pitre | 52 500 |
| SCI Fortuny | -342 724 |
| Total | -90 224 |

La SCI Fortuny est composée d'un bien immobilier et de dettes. L'UMGP détient 50% de cette société. La valeur de marché de l'immeuble associée à la SCI est de 3,05 M€. Le choc pris en compte dans l'immobilier s'effectue sur la valeur de marché de l'immeuble.

D.1.3. Les placements obligataires

L'UMGP détient trois obligations non notées en direct. La valeur de marché, coupons courus inclus, se présente comme suit.

| | Valeur brute | Valeur de marché |
|-----------------------------------|----------------|------------------|
| UPSTONE Obligation | 123 200 | 137 984 |
| Compagnie de Phalsbourg | 500 000 | 496 743 |
| Financière immobilière Bordelaise | 150 000 | 124 712 |
| Total | 773 200 | 759 439 |

Une provision pour dépréciations durables de 56 K€ est rattachée à ces placements.

D.1.4. Les fonds d'investissement

L'UMGP détient des parts dans deux fonds d'investissement :

- Le fonds Keystone SICAV SIF, à dominante immobilière, pour une valeur de marché de 625 K€ (contre une valeur comptable de 600 K€) ;
- Le fonds FCPI Keys Exploitation pour une valeur de marché de 96 K€ et une valeur nette comptable de 100 K€.

L'observation par transparence de ces fonds n'est pas disponible. Ils sont donc considérés comme des actions de type 2 et choqués comme tels.

D.1.5. Les participations

L'UMGP a des participations dans plusieurs entités :

- 25% des titres de la société LUTECEA depuis décembre 2018, soit 250 actions d'une valeur nominale de 10 euros (2 500 euros) ;
- 25% des titres de la société BOTTICELLI WEB depuis juin 2019, soit 75 parts sociales d'une valeur nominale de 50 euros (3 750 euros) ;
- 25% des titres de la société BOTTICELLI SERVICES depuis juin 2019, soit 75 parts sociales d'une valeur nominale de 50 euros (3 750 euros).

La valeur de marché de ces participations est de 51 K€.

D.1.6. Les autres placements

L'UMGP a accepté d'accorder un prêt, en compte courant associé de 4 424 K€ à la société de courtage LUTECEA et de 1 852 K€ à la SCI Fortuny. Ces prêts sont choqués en risque de contrepartie.

D.1.7. Les autres créances et la trésorerie

Les créances sont valorisées, selon la norme prudentielle solvabilité II, à leur valeur nette comptable, soit un montant de 1 117 K€ (contre 2 298 K€ en 2021).

Il en est de même pour la trésorerie (3 566 K€ en 2022 contre 3 765 K€ en 2021), les actifs corporels d'exploitation (63 K€ en 2022 contre 96 K€ en 2021) et pour le poste « autres actifs » concernant des charges constatées d'avance (84 K€ en 2022 contre 95 K€ en 2021).

D.1.8. Les impôts différés actifs

Les impôts différés actifs ont été calculés, pour chaque poste concerné, par application du taux de 25% à la différence entre la valeur prudentielle et la valeur fiscale du poste de bilan concerné, lorsque cette différence matérialise une perte fiscale latente. A l'inventaire 2022, le poste concerné par les impôts différés concerne les actifs incorporels et le montant des impôts différés est de 185 K€. Le détail du calcul est détaillé en partie D.3.1.

D.2. Provisions techniques

D.2.1. Les provisions techniques sociales

Le montant des provisions comptabilisées est de 49 K€ à l'inventaire 2022 contre 87 K€ à l'inventaire 2021.

D.2.2. Les provisions techniques prudentielles

La méthode de calcul des PSAP des comptes sociaux a été conservée pour l'établissement de la meilleure estimation pour sinistres santé. De plus, les flux futurs ont été actualisés à l'aide de la courbe des taux sans risque. Cette meilleure estimation est donc égale à 48 K€ contre une meilleure estimation égale à 87 K€ à l'inventaire 2021. L'impact de l'actualisation est de -0,6 K€.

La provision pour primes non acquises est égale à 40 K€ à l'inventaire 2022.

La meilleure estimation pour prime est nulle pour l'inventaire 2023 à la suite de la substitution de la mutuelle SMGP à la SMEREP à partir du 1^{er} janvier 2023.

D.2.3. La marge de risque

Les garanties étant annuelles, la marge pour risque a été calculée selon les dispositions de l'article 37 du règlement délégué 2015/35.

Ainsi, il a été considéré qu'un an suffisait à écouler tous les contrats en cours et, donc, que la projection du SCR sur un an seulement suffisait pour le calcul de la marge de risque, les SCR futurs étant négligeables. La marge de risque globale correspond à 6% du SCR (hors risque de marché sur fonds propres) actualisé sur un an, soit 7 K€ décomposés comme suit : Le SCR de souscription pris en compte dans le calcul de la marge de risque est estimé à 99 K€ (calcul d'un SCR tenant compte du risque de souscription santé et du risque opérationnel) actualisé à l'aide de la courbe des taux sans risque.

D.2.4. Incertitude liée à la valorisation des meilleures estimations

Dans le cadre de l'évaluation précédente, les incertitudes liées au calcul des provisions techniques sont les suivantes :

- Sur l'évaluation des provisions de sinistre : incertitude liée à la cadence d'écoulement des sinistres.

L'Union évalue chaque année les bonis malis de provisionnement des exercices précédents et observe leurs impacts sur la couverture de la solvabilité. Ceux-ci sont très faibles et ne sont pas de nature à impacter l'activité de l'Union.

- Sur l'évaluation des provisions de prime :
 - Incertitude liée à la sinistralité future ;
 - Incertitude liée aux frais futurs

D.3. Autres passifs

D.3.1. Les impôts différés passifs

Les impôts différés passifs ont été calculés, pour chaque poste concerné, par application du taux de 25% à la différence entre la valeur prudentielle et la valeur fiscale du poste de bilan concerné, lorsque cette différence matérialise un profit fiscal latent. A l'inventaire 2022, les impôts différés passifs sont de 10 K€ et se décomposent comme suit.

| (en €) | Valeur fiscale | Valeur de marché | Impôts différés |
|-------------------------------------|----------------|------------------|-----------------|
| Actifs incorporels | 511 829 | - | 127 957 |
| Immobilisations corporelles | 202 499 | -27 373 | 57 468 |
| Provisions techniques | 88 637 | 94 868 | 1 557 |
| Total impôts différés actif | | | 186 984 |
| Participations | 10 000 | 51 661 | 10 415 |
| Total impôts différés passif | | | 10 415 |

Les impôts différés actifs sont supérieurs aux impôts différés passifs. Cette situation est à l'avantage de l'Union.

Toutefois, compte tenu des prévisions d'activité de l'Union, nous avons considéré par prudence que cette somme ne serait pas recouvrée dans les prochaines années et avons ainsi retenu un montant d'impôt différé actif égal à l'impôt différé passif afin d'avoir une position nette d'impôt différés nulle, et de ne pas augmenter les fonds propres SII. Les impôts différés actifs sont égaux aux impôts différés passifs soit un montant de 10 K€.

D.3.2. Les autres dettes

Les dettes sont supposées constantes entre les deux régimes pour un montant total de 1 964 K€ (contre 1 444 K€ en 2021). Ces dettes se décomposent comme suit :

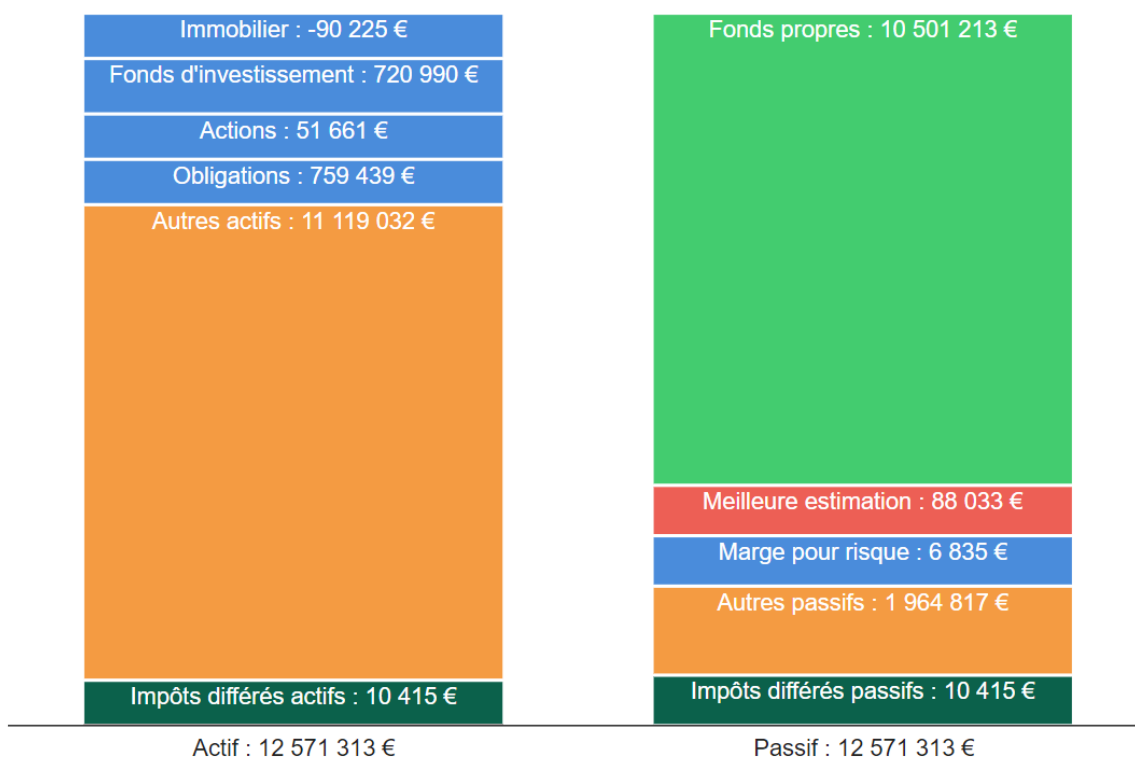
- Provisions autres que les provisions techniques : 52 K€ (contre 48 K€ en 2021) ;
- Dettes nées d'opérations directes : 785 K€ (contre 375 K€ à l'inventaire 2021) ;
- Autres dettes : 1 127 K€ (contre 1 021 K€ en 2021).

D.4. Méthodes de valorisation alternatives

L'Union n'utilise aucune méthode de valorisation alternative autre que celles prévues par la réglementation et présentées ci-dessus.

D.5. Autres informations

En tenant compte des hypothèses précitées, le bilan économique se présente comme suit.



E. Gestion du capital

E.1. Fonds propres

E.1.1. Fonds propres actuels

La gestion des fonds propres de la mutuelle est revue chaque année par le Conseil d'Administration qui valide la couverture de marge de la mutuelle ainsi que les projections issues du processus ORSA utilisant un horizon de 5 ans. Etant donné la nature de l'organisme, la politique de gestion des fonds propres est simplifiée.

Conformément aux articles 87, 88 et 89 de la directive, les fonds propres se décomposent en fonds propres de base et Fonds propres auxiliaires et correspondent aux éléments suivants :

- Fonds propres de base = Excédents des actifs par rapport aux passifs + Passifs subordonnés
- Fonds propres auxiliaires = Eléments, autres que les fonds propres de base, qui peuvent être appelés pour absorber des pertes

De plus, les éléments de fonds propres sont classés en trois niveaux (ou tiers) en fonction :

- De leur caractère d'élément de fonds propres de base ou auxiliaires
- De leur disponibilité (possibilité que l'élément soit appelé sur demande pour absorber des pertes)
- De leur subordination (le remboursement de l'élément est refusé à son détenteur, jusqu'à ce que tous les autres engagements, y compris les engagements d'assurance et de réassurance vis-à-vis des preneurs et des bénéficiaires des contrats d'assurance et de réassurance, aient été honorés).

Pour apprécier ces deux derniers critères, il faut tenir compte :

- De la durée de l'élément,
- De l'absence de :
 - o Incitation à rembourser
 - o Charges financières obligatoires
 - o Contraintes.

Ainsi les éléments de fonds propres sont classés selon la logique suivante :

| | Niveau de fonds propres |
|---|-------------------------|
| Fonds propres de base + disponibilité + subordination | Niveau 1 |
| Fonds propres de base + subordination | Niveau 2 |
| Fonds propres auxiliaires + disponibilité + subordination | Niveau 2 |
| Autres éléments | Niveau 3 |

Sous le régime Solvabilité II, les fonds propres économiques s'élèvent à 10 501 K€ (contre 10 907 K€ à l'inventaire 2021). Le fonds de dotation est classé en « Fonds initial ». Les autres fonds propres sont, quant à eux, classés dans la réserve de réconciliation et relèvent du niveau 1 non restreint. En détail, les fonds propres économiques se décomposent comme suit :

- Fonds d'établissements : 400 000 € ;
- Réserves libres : 10 580 928 € ;
- Résultat 2022 : 205 568 € ;
- Neutralisation des actifs incorporels : -511 829 € ;
- Plus-values latentes sur placements : -167 223 € ;
- Évolution des provisions techniques : 604 € ;
- Evolution de la marge de risque : -6 835 € ;
- Reconnaissance d'un impôt différé actif : 10 415 € ;
- Reconnaissance d'un impôt différé passif : -10 415 €.

L'évolution du bilan prudentiel entre les deux derniers exercices se présente comme suit.

| | 2021 | 2022 |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|
| Placements | 6 174 040 | 7 718 255 |
| - Immobilier | 257 500 | -90 225 |
| - Actions | 10 000 | 51 661 |
| - Obligations d'entreprises | 816 136 | 759 439 |
| - Fonds d'investissement | 713 132 | 720 990 |
| - Prêts | 4 377 273 | 6 276 390 |
| Trésorerie | 3 767 211 | 3 577 108 |
| Autres actifs | 2 489 044 | 1 265 534 |
| Actif d'impôts différés | 44 308 | 10 415 |
| Total actif | 12 474 603 | 12 571 313 |
| Provisions santé | 67 597 | 94 868 |
| - Meilleure estimation sinistres | 86 887 | 48 050 |
| - Meilleure estimation primes | -30 138 | 39 983 |
| - Marge de risque | 10 849 | 6 835 |
| Autres passifs | 1 456 082 | 1 964 817 |
| Passif d'impôts différés | 44 308 | 10 415 |
| Total passif | 1 567 986 | 2 070 100 |
| Actif net | 10 906 617 | 10 501 213 |

L'évolution des fonds propres entre les deux exercices s'explique comme suit.

| Evolution des fonds propres économiques (en €) | Inventaire 2021 | Inventaire 2022 |
|---|-------------------|-------------------|
| Fonds propres économiques N-1 | 10 651 983 | 10 906 617 |
| Evolution des fonds propres comptables | 129 020 | 205 567 |
| Evolution des plus-values latentes sur placements | 36 662 | -306 963 |
| Evolution des meilleures estimations | -8 025 | -60 867 |
| Evolution de la marge de risque | 19 923 | 4 013 |
| Neutralisation des actifs incorporels | - | -247 155 |
| Evolution des autres postes | 77 054 | - |
| Fonds propres économiques N | 10 906 617 | 10 501 213 |

Malgré un résultat comptable excédentaire, nous observons une baisse des fonds propres économiques. Cette évolution s'explique par l'évolution de la valeur de la SCI ainsi que par un impact plus important du passage à zéro de la valeur des actifs incorporels. La valeur comptable des actifs incorporels est de 511 K€ en 2022 contre 265 K€ en 2021.

E.1.2. Plans d'actions

La situation de l'UMGP ne nécessite pas en tant que telle la mise en œuvre d'un plan d'action. Pour plus de détail sur rapporter à la partie A.

E.2. Capital de solvabilité requis et minimum de capital requis

E.2.1. Les exigences de capital

E.2.1.1. Le capital de solvabilité requis

Le capital de solvabilité requis correspond au capital économique dont a besoin une entreprise d'assurance ou de réassurance pour limiter la probabilité de ruine à un an à 0,5%. Son calcul utilise la méthode de la Valeur-en-Risque (« Value-at-Risk »), conformément à la formule standard. Toutes les pertes potentielles sur les 12 mois à venir, y compris celles qui découleraient d'une réévaluation défavorable des actifs et passifs, doivent être évaluées. Le capital de solvabilité requis doit être couvert par un montant au moins équivalent de fonds propres éligibles.

A l'inventaire 2022, le SCR de l'UMGP est égal à **1 830 K€** (contre 1 795 K€ en 2021) et se décompose comme suit :

| | SCR 2021 | SCR 2022 |
|---------------------------------|------------------|------------------|
| BSCR | 1 770 137 | 1 810 967 |
| SCR opérationnel | 25 066 | 18 803 |
| Ajustement pour impôts différés | - | - |
| SCR | 1 795 203 | 1 829 770 |

E.2.1.2. Le minimum de capital requis (MCR)

Le minimum de capital requis se calcule par une formule linéaire dépendant des primes et de la meilleure estimation santé. Ce montant doit être compris entre 25% et 45% du SCR et est au minimum égal à 2 700 K€ (minimum absolu pour une mutuelle santé).

A l'inventaire 2022, le MCR de l'UMGP est égal à **2 700 K€** (contre 2 500 K€ en 2021) et les différents montants du MCR sont présentés dans le tableau suivant.

| Eléments du MCR | MCR 2021 | MCR 2022 |
|---------------------------|------------------|------------------|
| MCR linéaire | 41 937 | 33 596 |
| MCR plafond (45% du SCR) | 807 841 | 823 397 |
| MCR plancher (25% du SCR) | 448 801 | 457 443 |
| MCR combiné | 448 801 | 457 443 |
| Minimum absolu | 3 700 000 | 4 000 000 |
| MCR | 3 700 000 | 4 000 000 |

E.2.2. Solvabilité de l'UMGP

Pour 2022, en comparaison avec l'exercice 2021, la couverture des exigences réglementaires sont présentés ci-après.

| | Inventaire 2021 | Inventaire 2022 |
|------------------------------------|-----------------|-----------------|
| Risque de souscription santé | 155 | 98 |
| Risque de marché | 961 | 940 |
| Risque de contrepartie | 1 201 | 1 291 |
| Effet de diversification | -546 | -519 |
| BSCR | 1 770 | 1 810 |
| Risque opérationnel | 25 | 18 |
| Ajustement par les impôts différés | - | - |
| SCR | 1 795 | 1 829 |
| MCR | 3 700 | 4 000 |
| Fonds propres | 10 907 | 10 501 |
| Couverture du SCR | 608% | 574% |
| Couverture du MCR | 295% | 263% |

La couverture du SCR est de 574% en 2022, en légère baisse par rapport à 2021. Cette évolution s'explique par une baisse des fonds propres de l'UMGP liée à la revue de la valeur de marché de la SCI.

E.3. Utilisation du sous-module « risque sur actions » fondé sur la durée dans le calcul du capital de solvabilité requis

L'UMGP n'utilise pas le sous-module risque sur actions fondé sur la durée.

E.4. Différences entre la formule standard et tout modèle interne utilisé

L'UMGP n'utilise pas de modèle interne aux fins de calculs de ses exigences en fonds propres prudentiels.

E.5. Non-respect du minimum de capital requis et non-respect du capital de solvabilité requis

Au cours de l'exercice 2022, aucun manquement au minimum de capital requis et au capital de solvabilité requis n'a été constaté par l'Union.

E.6. Autres informations

Aucune autre information importante ou qualifiée comme telle par l'Union susceptible d'impacter la structure ou les modalités de gestion des fonds propres n'est à mentionner.

Liste des états publics annexés au présent rapport

- S.02.01.02
- S.05.01.02
- S.05.02.01
- S.17.01.02
- S.19.01.21
- S.23.01.01
- S.25.01.21
- S.28.01.02

Annex I
S.02.01.02
Bilan

| | Valeur Solvabilité II |
|---|--------------------------|
| | C0010 |
| Actifs | |
| Immobilisations incorporelles | R0030 |
| Actifs d'impôts différés | R0040 10 415.25 |
| Excédent du régime de retraite | R0050 |
| Immobilisations corporelles détenues pour usage propre | R0060 -27 373.55 |
| Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés) | R0070 1 532 090.28 |
| Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre) | R0080 0.00 |
| Détentions dans des entreprises liées, y compris participations | R0090 0.00 |
| Actions | R0100 0.00 |
| Actions – cotées | R0110 0.00 |
| Actions – non cotées | R0120 0.00 |
| Obligations | R0130 759 439.40 |
| Obligations d'État | R0140 0.00 |
| Obligations d'entreprise | R0150 759 439.40 |
| Titres structurés | R0160 0.00 |
| Titres garantis | R0170 |
| Organismes de placement collectif | R0180 720 989.88 |
| Produits dérivés | R0190 |
| Dépôts autres que les équivalents de trésorerie | R0200 0.00 |
| Autres investissements | R0210 0.00 |
| Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés | R0220 |
| Prêts et prêts hypothécaires | R0230 6 276 389.70 |
| Avances sur police | R0240 0.00 |
| Prêts et prêts hypothécaires aux particuliers | R0250 6 276 389.70 |
| Autres prêts et prêts hypothécaires | R0260 0.00 |
| Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance | R0270 0.00 |
| Non-vie et santé similaire à la non-vie | R0280 0.00 |
| Non-vie hors santé | R0290 |
| Santé similaire à la non-vie | R0300 0.00 |
| Vie et santé similaire à la vie, hors santé, UC et indexés | R0310 0.00 |
| Santé similaire à la vie | R0320 0.00 |
| Vie hors santé, UC et indexés | R0330 0.00 |
| Vie UC et indexés | R0340 |
| Dépôts auprès des cédantes | R0350 |
| Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires | R0360 0.00 |
| Créances nées d'opérations de réassurance | R0370 0.00 |
| Autres créances (hors assurance) | R0380 1 116 584.62 |
| Actions propres auto-détenues (directement) | R0390 |
| Éléments de fonds propres ou fonds initial appelé(s), mais non encore payé(s) | R0400 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | R0410 3 577 107.87 |
| Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus | R0420 86 098.49 |
| Total de l'actif | R0500 12 571 312.67 |
| | Valeur Solvabilité II |
| | C0010 |
| Passifs | |
| Provisions techniques non-vie | R0510 94 868.14 |
| Provisions techniques non-vie (hors santé) | R0520 |
| Provisions techniques calculées comme un tout | R0530 |
| Meilleure estimation | R0540 |
| Marge de risque | R0550 |
| Provisions techniques santé (similaire à la non-vie) | R0560 94 868.14 |
| Provisions techniques calculées comme un tout | R0570 |
| Meilleure estimation | R0580 88 032.76 |
| Marge de risque | R0590 6 835.38 |
| Provisions techniques vie (hors UC et indexés) | R0600 0.00 |
| Provisions techniques santé (similaire à la vie) | R0610 0.00 |
| Provisions techniques calculées comme un tout | R0620 |
| Meilleure estimation | R0630 0.00 |
| Marge de risque | R0640 0.00 |
| Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés) | R0650 0.00 |
| Provisions techniques calculées comme un tout | R0660 |
| Meilleure estimation | R0670 0.00 |
| Marge de risque | R0680 0.00 |
| Provisions techniques UC et indexés | R0690 |
| Provisions techniques calculées comme un tout | R0700 |
| Meilleure estimation | R0710 |
| Marge de risque | R0720 |
| Passifs éventuels | R0740 |
| Provisions autres que les provisions techniques | R0750 51 853.00 |
| Provisions pour retraite | R0760 0.00 |
| Dépôts des réassureurs | R0770 0.00 |
| Passifs d'impôts différés | R0780 10 415.25 |
| Produits dérivés | R0790 |
| Dettes envers des établissements de crédit | R0800 0.00 |
| Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit | R0810 0.00 |
| Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires | R0820 784 927.03 |
| Dettes nées d'opérations de réassurance | R0830 0.00 |
| Autres dettes (hors assurance) | R0840 1 127 879.52 |
| Passifs subordonnés | R0850 0.00 |
| Passifs subordonnés non inclus dans les fonds propres de base | R0860 0.00 |
| Passifs subordonnés inclus dans les fonds propres de base | R0870 0.00 |
| Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus | R0880 |
| Total du passif | R0900 2 070 099.90 |
| Excédent d'actif sur passif | R1000 10 501 212.77 |

| | Ligne d'activité pour engagements d'assurance et de réassurance (assurance proportionnelle acceptée) | | | | | | | | | | Ligne d'activité pour réassurance non proportionnelle acceptée | | | | Total | | | | | |
|---|--|------|------|------|------|------|------|------|------|------|--|------|------|------|-------|------|------|------|---|---|
| | C000 | C010 | C020 | C030 | C040 | C050 | C060 | C070 | C080 | C090 | C100 | C110 | C120 | C130 | | C140 | C150 | C160 | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | Assurance de protection du recueil médical | Assurance d'indemnisation des responsabilités civiles automobile |
| Primes émises | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut | 635 263,81 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| Net | 635 263,81 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| Primes acquises | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut | 626 771,13 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| Net | 626 771,13 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| Charge des sinistres | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut | 227 373,49 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| Net | 227 373,49 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| Variation des autres provisions techniques | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| Net | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| Autres dépenses | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut | 263 381,50 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| Net | 263 381,50 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| Total des dépenses | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut | 227 373,49 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| Net | 227 373,49 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |

| | Ligne d'activité pour engagements d'assurance vie | | | | | | | | | | Engagements de réassurance vie | | | Total | | | | | | |
|---|---|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------------------------------|-------|-------|-------|--|--|--------------------------|--|--|------------------------|
| | C0210 | C0220 | C0230 | C0240 | C0250 | C0260 | C0270 | C0280 | C0290 | C0300 | C0310 | C0320 | C0330 | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | Assurance avec participation aux bénéfices | Assurance indexée et en unités de compte | Autres assurances vie | Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liés aux engagements d'assurance santé | Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liés aux engagements d'assurance autres que les engagements d'assurance santé | Réassurance maladie |
| Primes émises | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| Net | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| Primes acquises | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| Net | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| Charge des sinistres | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| Net | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| Variation des autres provisions techniques | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| Net | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| Dépenses engagées | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| Net | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| Total des dépenses | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| Net | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |

Annex I

S.05.02.01

Primes, sinistres et dépenses par pays

| | Pays d'origine | 5 principaux pays (par montant de primes brutes émises) – engagements en non-vie | | | | | Total 5 principaux pays et pays d'origine | |
|---|----------------|--|-------|-------|-------|-------|---|------------|
| | | C0010 | C0020 | C0030 | C0040 | C0050 | | C0060 |
| R0010 | | | | | | | | |
| | | C0080 | C0090 | C0100 | C0110 | C0120 | C0130 | C0140 |
| Primes émises | | | | | | | | |
| Brut – assurance directe | R0110 | 635 283.81 | | | | | | 635 283.81 |
| Brut – Réassurance proportionnelle acceptée | R0120 | 0.00 | | | | | | 0.00 |
| Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée | R0130 | 0.00 | | | | | | 0.00 |
| Part des réassureurs | R0140 | 0.00 | | | | | | 0.00 |
| Net | R0200 | 635 283.81 | | | | | | 635 283.81 |
| Primes acquises | | | | | | | | |
| Brut – assurance directe | R0210 | 626 777.13 | | | | | | 626 777.13 |
| Brut – Réassurance proportionnelle acceptée | R0220 | 0.00 | | | | | | 0.00 |
| Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée | R0230 | 0.00 | | | | | | 0.00 |
| Part des réassureurs | R0240 | 0.00 | | | | | | 0.00 |
| Net | R0300 | 626 777.13 | | | | | | 626 777.13 |
| Charge des sinistres | | | | | | | | |
| Brut – assurance directe | R0310 | 227 373.49 | | | | | | 227 373.49 |
| Brut – Réassurance proportionnelle acceptée | R0320 | 0.00 | | | | | | 0.00 |
| Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée | R0330 | 0.00 | | | | | | 0.00 |
| Part des réassureurs | R0340 | 0.00 | | | | | | 0.00 |
| Net | R0400 | 227 373.49 | | | | | | 227 373.49 |
| Variation des autres provisions techniques | | | | | | | | |
| Brut – assurance directe | R0410 | 0.00 | | | | | | 0.00 |
| Brut – Réassurance proportionnelle acceptée | R0420 | 0.00 | | | | | | 0.00 |
| Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée | R0430 | 0.00 | | | | | | 0.00 |
| Part des réassureurs | R0440 | 0.00 | | | | | | 0.00 |
| Net | R0500 | 0.00 | | | | | | 0.00 |
| Dépenses engagées | R0550 | 263 581.50 | | | | | | 263 581.50 |
| Autres dépenses | R1200 | | | | | | | 0.00 |
| Total des dépenses | R1300 | | | | | | | 263 581.50 |

| | Pays d'origine | 5 principaux pays (par montant de primes brutes émises) – engagements en vie | | | | | Total 5 principaux pays et pays d'origine | |
|---|----------------|--|-------|-------|-------|-------|---|-------|
| | | C0150 | C0160 | C0170 | C0180 | C0190 | | C0200 |
| R1400 | | | | | | | | |
| | | C0220 | C0230 | C0240 | C0250 | C0260 | C0270 | C0280 |
| Primes émises | | | | | | | | |
| Brut | R1410 | | | | | | | |
| Part des réassureurs | R1420 | | | | | | | |
| Net | R1500 | | | | | | | |
| Primes acquises | | | | | | | | |
| Brut | R1510 | | | | | | | |
| Part des réassureurs | R1520 | | | | | | | |
| Net | R1600 | | | | | | | |
| Charge des sinistres | | | | | | | | |
| Brut | R1610 | | | | | | | |
| Part des réassureurs | R1620 | | | | | | | |
| Net | R1700 | | | | | | | |
| Variation des autres provisions techniques | | | | | | | | |
| Brut | R1710 | | | | | | | |
| Part des réassureurs | R1720 | | | | | | | |
| Net | R1800 | | | | | | | |
| Dépenses engagées | R1900 | | | | | | | |
| Autres dépenses | R2500 | | | | | | | |
| Total des dépenses | R2600 | | | | | | | |

Annex I
S.17.01.02
Provisions techniques non-vie

| | Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée | | | | | | | | | | Réassurance non proportionnelle acceptée | | | | Total engagements en non-vie C0180 |
|---|---|---|--|---|--|--|--|--|---------------------|--------------------------------------|--|--|--|--|---------------------------------------|
| | Assurance de protection du revenu C0030 | Assurance d'indemnisation des travailleurs C0040 | Assurance de responsabilité civile automobile C0050 | Autre assurance des véhicules à moteur C0060 | Assurance incendie et autres dommages aux biens C0080 | Assurance de responsabilité civile générale C0090 | Assurance crédit et cautionnement C0100 | Assurance de protection juridique C0110 | Assistance C0120 | Perles pécuniaires diverses C0130 | Réassurance santé proportionnelle C0140 | Réassurance santé non proportionnelle C0150 | Réassurance santé proportionnelle C0160 | Réassurance santé non proportionnelle C0170 | |
| R0100 | | | | | | | | | | | | | | | |
| Provisions techniques calculées comme un tout | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de livraison et de la réassurance finale, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout | | | | | | | | | | | | | | | |
| Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque | | | | | | | | | | | | | | | |
| Meilleure estimation | | | | | | | | | | | | | | | |
| Provisions pour primes | | | | | | | | | | | | | | | |
| Bout | | | | | | | | | | | | | | 39 983,04 | |
| R0140 | | | | | | | | | | | | | | 0,00 | |
| Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de livraison et de la réassurance finale, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie | | | | | | | | | | | | | | 0,00 | |
| Meilleure estimation nette des provisions pour primes | | | | | | | | | | | | | | 39 983,04 | |
| Provisions pour sinistres | | | | | | | | | | | | | | | |
| Bout | | | | | | | | | | | | | | 48 049,72 | |
| Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de livraison et de la réassurance finale, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie | | | | | | | | | | | | | | 0,00 | |
| Meilleure estimation nette des provisions pour sinistres | | | | | | | | | | | | | | 48 049,72 | |
| Total meilleure estimation – brut | | | | | | | | | | | | | | 88 032,76 | |
| R0270 | | | | | | | | | | | | | | 88 032,76 | |
| R0280 | | | | | | | | | | | | | | 6 835,38 | |
| Marge de risque | | | | | | | | | | | | | | 6 835,38 | |
| Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques | | | | | | | | | | | | | | | |
| Meilleure estimation | | | | | | | | | | | | | | | |
| Provisions techniques calculées comme un tout | | | | | | | | | | | | | | | |
| Marge de risque | | | | | | | | | | | | | | | |
| R0300 | | | | | | | | | | | | | | | |
| R0310 | | | | | | | | | | | | | | | |
| Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée | | | | | | | | | | | | | | | |
| Assurance de protection du revenu C0030 | | | | | | | | | | | | | | | |
| Assurance d'indemnisation des travailleurs C0040 | | | | | | | | | | | | | | | |
| Assurance de responsabilité civile automobile C0050 | | | | | | | | | | | | | | | |
| Autre assurance des véhicules à moteur C0060 | | | | | | | | | | | | | | | |
| Assurance incendie et autres dommages aux biens C0080 | | | | | | | | | | | | | | | |
| Assurance de responsabilité civile générale C0090 | | | | | | | | | | | | | | | |
| Assurance crédit et cautionnement C0100 | | | | | | | | | | | | | | | |
| Assurance de protection juridique C0110 | | | | | | | | | | | | | | | |
| Assistance C0120 | | | | | | | | | | | | | | | |
| Perles pécuniaires diverses C0130 | | | | | | | | | | | | | | | |
| Réassurance santé proportionnelle C0140 | | | | | | | | | | | | | | | |
| Réassurance santé non proportionnelle C0150 | | | | | | | | | | | | | | | |
| Réassurance santé proportionnelle C0160 | | | | | | | | | | | | | | | |
| Réassurance santé non proportionnelle C0170 | | | | | | | | | | | | | | | |
| R0320 | | | | | | | | | | | | | | 39 868,14 | |
| Provisions techniques – Total | | | | | | | | | | | | | | 39 868,14 | |
| Provisions techniques – Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de livraison et de la réassurance finale, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie – total | | | | | | | | | | | | | | 0,00 | |
| Provisions techniques nettes des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de livraison et de la réassurance finale | | | | | | | | | | | | | | 39 868,14 | |
| R0340 | | | | | | | | | | | | | | 39 868,14 | |

Total Activité en non-vie

| Z0010 | 2019 |
|-------|------|
|-------|------|

Année d'accident /
année de souscription

Sinistres payés bruts (non cumulés)

(valeur absolue)

| Précédentes N-9 N-8 N-7 N-6 N-5 N-4 N-3 N-2 N-1 N | Année de développement | | | | | | | | | | | Somme des années (cumulés) C0180 | | |
|---|------------------------|-----------|----------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------|---|------------|------------|
| | Année 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 & + | | | |
| | C0010 | C0020 | C0030 | C0040 | C0050 | C0060 | C0070 | C0080 | C0090 | C0100 | C0110 | | C0170 | |
| R0100 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| R0160 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| R0170 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| R0180 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| R0190 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| R0200 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 14,81 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 14,81 |
| R0210 | 0,00 | 0,00 | 926,17 | 0,00 | 43,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 969,17 |
| R0220 | 0,00 | 79 359,99 | 3 853,52 | 40,57 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 83 254,08 |
| R0230 | 260 036,81 | 59 133,14 | 9 749,48 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 9 749,48 | 328 919,43 |
| R0240 | 272 466,04 | 19 558,67 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 19 558,67 | 292 024,71 |
| R0250 | 216 827,72 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 216 827,72 | 216 827,72 |
| Total | | | | | | | | | | | | | | 922 009,92 |

Meilleure estimation provisions pour sinistres bruts non actualisés

(valeur absolue)

| Précédentes N-9 N-8 N-7 N-6 N-5 N-4 N-3 N-2 N-1 N | Année de développement | | | | | | | | | | | Fin d'année (domées actualisées) C0360 | |
|---|------------------------|-----------|--------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------|---|-----------|
| | Année 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 & + | | |
| | C0200 | C0210 | C0220 | C0230 | C0240 | C0250 | C0260 | C0270 | C0280 | C0290 | C0300 | | C0360 |
| R0100 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| R0160 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| R0170 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| R0180 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| R0190 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| R0200 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| R0210 | 0,00 | 0,00 | 180,31 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| R0220 | 0,00 | 15 206,68 | 9,10 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| R0230 | 49 827,32 | 4 675,80 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| R0240 | 59 217,64 | 4 228,77 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4 228,77 |
| R0250 | 36 932,91 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 36 932,91 |
| Total | | | | | | | | | | | | | 41 161,68 |

Annex I
S.23.01.01
Fonds propres

Fonds propres de base avant déduction pour participations dans d'autres secteurs financiers, comme prévu à l'article 68 du règlement délégué 2015/35

Capital en actions ordinaires (brut des actions propres)
Compte de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalent pour les mutuelles et les entreprises de type Comptes mutualistes subordonnés
Fonds excédentaires
Actions de préférence
Compte de primes d'émission lié aux actions de préférence
Réserve de réconciliation
Passifs subordonnés
Montant égal à la valeur des actifs d'impôts différés nets
Autres éléments de fonds propres approuvés par l'autorité de contrôle en tant que fonds propres de base non spécifiés supra

Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II

Déductions
Déductions pour participations dans des établissements de crédit et des établissements financiers
Total fonds propres de base après déductions

Fonds propres auxiliaires
Capital en actions ordinaires non libéré et non appelé, callable sur demande
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalents, non libérés, non appelés et appelables sur demande, pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel
Actions de préférence non libérées et non appelées, callable sur demande
Engagements juridiquement contraignants de souscrire et de payer des passifs subordonnés sur demande
Lettres de crédit et garanties relevant de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE
Lettres de crédit et garanties ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE
Rappels de cotisations en vertu de l'article 96, point 3, de la directive 2009/138/CE
Rappels de cotisations ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 3, de la directive 2009/138/CE
Autres fonds propres auxiliaires

Total fonds propres auxiliaires
Fonds propres éligibles et disponibles
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le capital de solvabilité requis
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le minimum de capital requis
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le capital de solvabilité requis
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis

Capital de solvabilité requis
Minimum de capital requis
Ratio fonds propres éligibles sur capital de solvabilité requis
Ratio fonds propres éligibles sur minimum de capital requis

| | Total | Niveau 1 – non restreint | Niveau 1 – restreint | Niveau 2 | Niveau 3 |
|-------|---------------|--------------------------|----------------------|----------|----------|
| | C0010 | C0020 | C0030 | C0040 | C0050 |
| R0010 | | | | | |
| R0030 | | | | | |
| R0040 | 400 000,00 | 400 000,00 | | | |
| R0050 | | | | | |
| R0070 | | | | | |
| R0090 | | | | | |
| R0110 | | | | | |
| R0130 | 10 101 212,77 | 10 101 212,77 | | | |
| R0140 | 0,00 | | | | |
| R0160 | | | | | |
| R0180 | | | | | |
| R0220 | | | | | |
| R0230 | | | | | |
| R0290 | 10 501 212,77 | 10 501 212,77 | | | |
| R0300 | | | | | |
| R0310 | | | | | |
| R0320 | | | | | |
| R0330 | | | | | |
| R0340 | | | | | |
| R0350 | | | | | |
| R0360 | | | | | |
| R0370 | | | | | |
| R0390 | | | | | |
| R0400 | | | | | |
| R0500 | 10 501 212,77 | 10 501 212,77 | | | |
| R0510 | 10 501 212,77 | 10 501 212,77 | | | |
| R0540 | 10 501 212,77 | 10 501 212,77 | | 0,00 | |
| R0550 | 10 501 212,77 | 10 501 212,77 | | 0,00 | |
| R0580 | 1 829 770,15 | | | | |
| R0600 | 4 000 000,00 | | | | |
| R0620 | 573,91% | | | | |
| R0640 | 262,53% | | | | |

Réserve de réconciliation

Excédent d'actif sur passif
Actions propres (détenues directement et indirectement)
Dividendes, distributions et charges prévisibles
Autres éléments de fonds propres de base
Ajustement pour les éléments de fonds propres restreints relatifs aux portefeuilles sous ajustement égalisateur et aux fonds cantonnés

Réserve de réconciliation

Bénéfices attendus

Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités vie
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités non-vie
Total bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP)

| | C0060 |
|-------|---------------|
| R0700 | 10 501 212,77 |
| R0710 | |
| R0720 | |
| R0730 | 400 000,00 |
| R0740 | |
| R0760 | 10 101 212,77 |
| R0770 | 0,00 |
| R0780 | 39 983,04 |
| R0790 | 39 983,04 |

Annex I

S.25.01.21

Capital de solvabilité requis – pour les entreprises qui utilisent la formule standard

| | Capital de solvabilité requis brut | USP | Simplifications |
|---|------------------------------------|--------------|-----------------|
| | C0110 | C0090 | C0100 |
| Risque de marché | R0010 940 869.92 | | |
| Risque de défaut de la contrepartie | R0020 1 291 134.70 | | |
| Risque de souscription en vie | R0030 0.00 | | |
| Risque de souscription en santé | R0040 98 737.94 | | |
| Risque de souscription en non-vie | R0050 | | |
| Diversification | R0060 -519 775.73 | | |
| Risque lié aux immobilisations incorporelles | R0070 | | |
| Capital de solvabilité requis de base | R0100 1 810 966.84 | | |
| Calcul du capital de solvabilité requis | | C0100 | |
| Risque opérationnel | R0130 18 803.31 | | |
| Capacité d'absorption des pertes des provisions techniques | R0140 | | |
| Capacité d'absorption de pertes des impôts différés | R0150 0.00 | | |
| Capital requis pour les activités exercées conformément à l'article 4 de la directive 2003/41/CE | R0160 | | |
| Capital de solvabilité requis à l'exclusion des exigences de capital supplémentaire | R0200 1 829 770.15 | | |
| Exigences de capital supplémentaire déjà définies | R0210 | | |
| Capital de solvabilité requis | R0220 1 829 770.15 | | |
| Autres informations sur le SCR | | | |
| Capital requis pour le sous-module risque sur actions fondé sur la durée | R0400 | | |
| Total du capital de solvabilité requis notionnel pour la part restante | R0410 | | |
| Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les fonds cantonnés | R0420 | | |
| Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les portefeuilles sous ajustement égalisateur | R0430 | | |
| Effets de diversification dus à l'agrégation des nSCR des FC selon l'article 304 | R0440 | | |

Annex I
S.28.01.01

Minimum de capital requis (MCR) – Activité d'assurance ou de réassurance vie uniquement ou activité d'assurance ou de réassurance non-vie uniquement

Résultat MCR(NI,NL)

Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance non-vie

| | C0010 |
|-------|-----------|
| R0010 | 33 596.06 |

Assurance frais médicaux et réassurance proportionnelle y afférente
Assurance de protection du revenu, y compris réassurance proportionnelle y afférente
Assurance indemnisation des travailleurs et réassurance proportionnelle y afférente
Assurance de responsabilité civile automobile et réassurance proportionnelle y afférente
Autre assurance des véhicules à moteur et réassurance proportionnelle y afférente
Assurance maritime, aérienne et transport et réassurance proportionnelle y afférente
Assurance incendie et autres dommages aux biens et réassurance proportionnelle y afférente
Assurance de responsabilité civile générale et réassurance proportionnelle y afférente
Assurance crédit et cautionnement et réassurance proportionnelle y afférente
Assurance de protection juridique et réassurance proportionnelle y afférente
Assurance assistance et réassurance proportionnelle y afférente
Assurance pertes pécuniaires diverses et réassurance proportionnelle y afférente
Réassurance santé non proportionnelle
Réassurance accidents non proportionnelle
Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle
Réassurance dommages non proportionnelle

| | Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation) | Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance) |
|-------|---|---|
| | C0020 | C0030 |
| R0020 | 88 032.76 | 626 777.13 |
| R0030 | 0.00 | 0.00 |
| R0040 | | |
| R0050 | | |
| R0060 | | |
| R0070 | | |
| R0080 | | |
| R0090 | | |
| R0100 | | |
| R0110 | | |
| R0120 | | |
| R0130 | | |
| R0140 | | |
| R0150 | | |
| R0160 | | |
| R0170 | | |

Résultat MCR(L,NL)

Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance vie

| | C0040 |
|-------|-------|
| R0200 | |

Engagements avec participation aux bénéfices – Prestations garanties
Engagements avec participation aux bénéfices – Prestations discrétionnaires futures
Engagements d'assurance avec prestations indexées et en unités de compte
Autres engagements de (ré)assurance vie et de (ré)assurance santé
Montant total du capital sous risque pour tous les engagements de (ré)assurance vie

| | Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation) | Montant total du capital sous risque net (de la réassurance / des véhicules de titrisation) |
|-------|---|---|
| | C0050 | C0060 |
| R0210 | | |
| R0220 | | |
| R0230 | | |
| R0240 | | |
| R0250 | | |

Calcul du MCR global

MCR linéaire
Capital de solvabilité requis
Plafond du MCR
Plancher du MCR
MCR combiné
Seuil plancher absolu du MCR

| | C0070 |
|-------|--------------|
| R0300 | 33 596.06 |
| R0310 | 1 829 770.15 |
| R0320 | 823 396.57 |
| R0330 | 457 442.54 |
| R0340 | 457 442.54 |
| R0350 | 4 000 000.00 |
| R0400 | 4 000 000.00 |

Minimum de capital requis